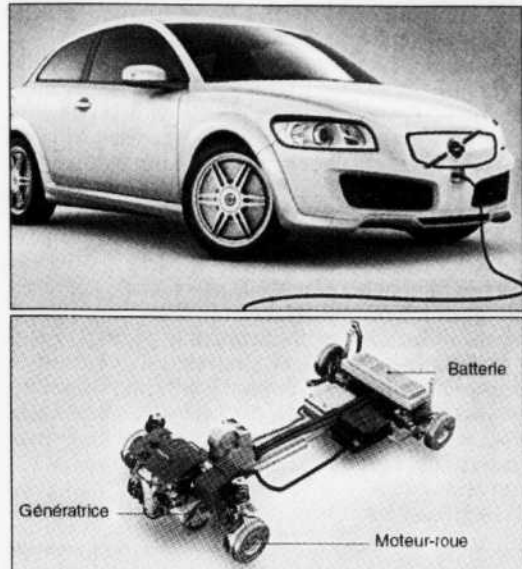




LE DEVOIR



VOLVO
Volvo a conçu une voiture équipée de moteurs-roues électriques semblable à celle du physicien hydro-québécois Pierre Couture.

Moteur-roue: Volvo dans les traces d'Hydro

Detroit n'ouvre qu'une fenêtre sur l'automobile de demain

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Le Salon de l'automobile de Detroit, qui ouvrira officiellement ses portes samedi, soit le lendemain de celui beaucoup plus modeste de Montréal, ne reflète qu'en partie les percées technologiques à la base de l'automobile de demain.

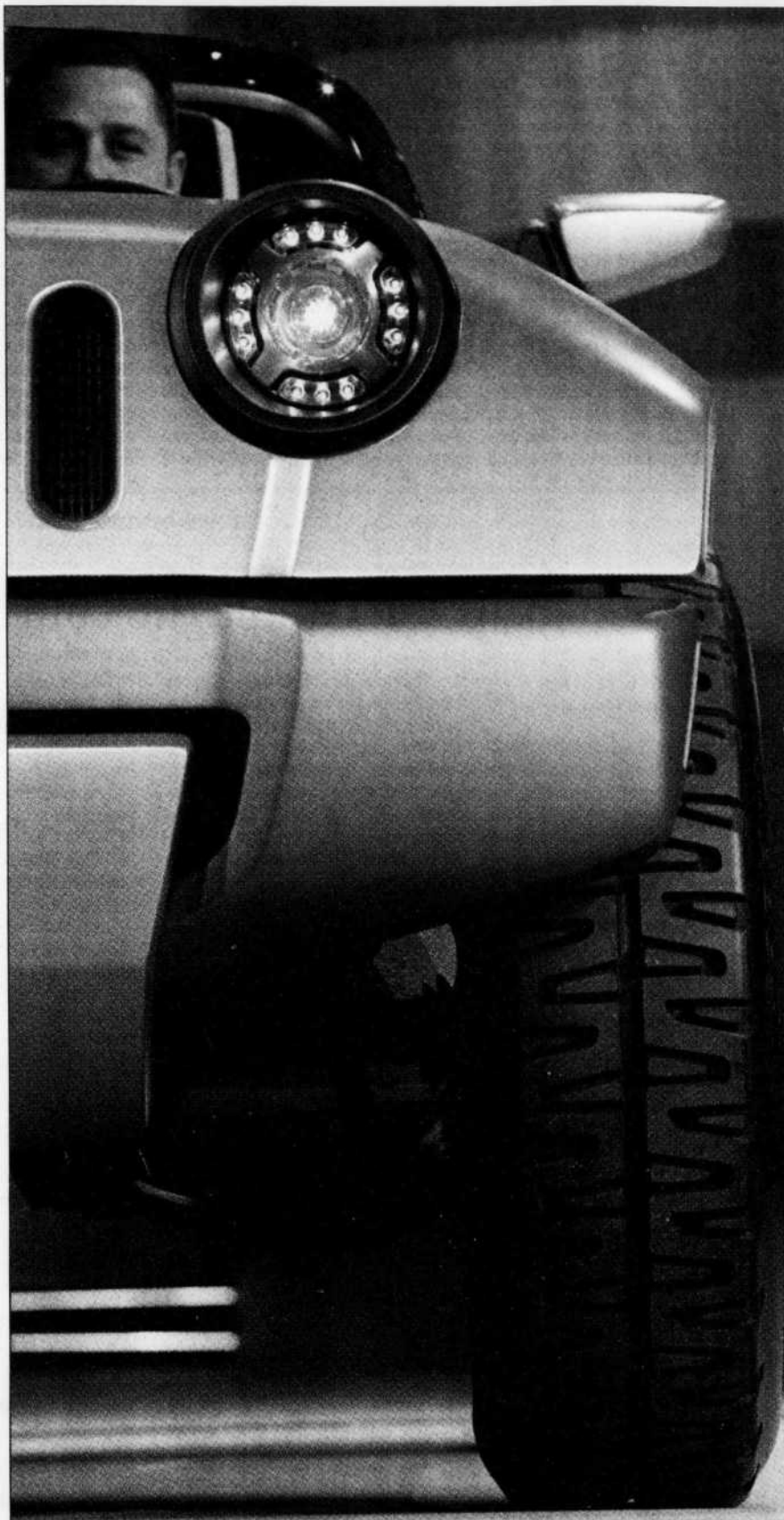
Mais si les grands constructeurs automobiles vont y présenter une multitude de modèles hybrides, dont au moins huit pour General Motors, la perle entre toutes est sans contredit la Volvo hybride «ReCharge», équipée de moteurs-roues, qui préfigure vraiment les hybrides de la troisième génération.

Cette voiture-concept laissera toutefois un goût amer à bien des Québécois, car sa stratégie globale est à quelques détails près l'équivalent de ce que proposait il

VOIR PAGE A 8: MOTEUR-ROUE

■ L'éditorial de Jean-Robert Sansfaçon, page A 6

■ La crise des subprimes touche le secteur automobile, page B 1



STAN HONDA AGENCE FRANCE-PRESSE

Chrysler a dévoilé hier à la presse la Jeep Renegade électrique qu'elle exposera au Salon de Detroit.

Record de réservistes au front

20% du prochain contingent sera constitué de soldats «à temps partiel»

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Le prochain groupe de soldats qui sera déployé en Afghanistan à partir de mars contiendra un nombre record de réservistes. L'ampleur de l'engagement dans ce pays met beaucoup de pression sur les effectifs militaires réguliers, ce qui force l'armée à se tourner vers les réservistes comme jamais depuis le début de la mission afghane. Selon les nouveaux chiffres obtenus par *Le Devoir*, un soldat canadien sur cinq (20 %) déployés en Afghanistan sera bientôt un militaire «à temps partiel».

Sur les 2500 soldats qui prendront progressivement la relève en Afghanistan à partir de février et mars prochains, plus de 500 seront des réservistes, soit 20 % des effectifs. A titre de comparaison, les militaires québécois actuelle-

ment déployés dans l'ancien fief des talibans comptent dans leurs rangs 300 réservistes (12 %). La rotation précédente, entre mars et août 2007, comptait 14 % de réservistes. Les deux premiers contingents, en 2006, mettaient à l'œuvre 14 % et 13 % de soldats à «temps partiel».

«Sans les réservistes, il serait extrêmement difficile de poursuivre la mission en Afghanistan»

«La prochaine rotation sera effectivement celle qui contiendra le plus de réservistes depuis le début de la mission en Afghanistan», confirme le lieutenant-colonel Ian Creighton, du département des Opérations courantes des Forces canadiennes. «La mission afghane n'est pas la seule tâche de l'armée, que ce soit ici ou à l'étranger. La pression est forte sur la force régulière», ce qui pousse l'armée vers d'autres ressources disponibles, ajoute-t-il.

VOIR PAGE A 8: RÉSERVISTES

■ Les talibans frappent au cœur de Kaboul, page A 5



ERIC MILLER REUTERS

TÉLÉPHONIE SANS FIL

Les consommateurs exigent d'être mieux protégés

■ À lire en page A 3

INDEX

Annances..... B 4	Idées..... A 7
Avis publics.. B 5	Météo..... B 6
Culture..... B 8	Monde..... A 5
Décès..... B 4	Mots croisés.. B 6
Économie..... B 1	Sudoku..... B 5
Éditorial..... A 6	Télévision..... B 7

Les Schtroumpfs schtroumpfent leur 50^e

YVES CLARISSE

Bruxelles — Les Schtroumpfs célèbrent cette année leur 50^e anniversaire avec l'ambition de s'installer dans le XXI^e siècle grâce à l'animation numérique et à la multiplication de Schtroumpfettes politiquement correctes.

L'aventure a commencé en 1958, alors que le légendaire André Franquin se retrouve autour

d'une bonne table à Bruxelles avec son ami intime Peyo, le pseudonyme de Pierre Culliford.

Ce dernier, indiquant la salière en cherchant ses mots, lance: «Passe-moi la... le... schtroumpf», s'est souvenue hier sa veuve, Nine, lors d'une conférence de presse. Franquin lui répond: «Voilà, je te le schtroumpfe.»

VOIR PAGE A 8: SCHTROUMPFS



JOHN MACDOUGALL AGENCE FRANCE-PRESSE

Un stand des Schtroumpfs au salon du livre de Francfort, en octobre dernier. Les petits personnages ont été créés par Peyo en 1958.

Trop, c'est trop

Les établissements de santé croulent sous les enquêtes sur la qualité des soins

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Il est difficile de plaider contre la vertu, spécialement quand il s'agit de sauver des vies. Mais encore faut-il doser les interventions, notent les établissements de santé québécois qui croulent littéralement sous les enquêtes de qualité. Pour eux, le virage prescrit par le ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, a donné naissance à un embrouillamini qui, s'il n'est pas mieux balisé, mènera tout droit à son contraire, soit à «une perte de sens et d'efficacité».

Désormais, un établissement moyen peut recevoir jusqu'à une dizaine de visites de qualité par année, voire bien davantage. Ces examens donnent alors lieu à des recommandations que l'établissement doit mettre rapidement en branle. Or, la multiplication des organismes régulateurs a rendu leur tâche extrêmement complexe. En tout, une soixantaine d'organismes et de groupes externes ont maintenant voix au chapitre. Sans oublier la vingtaine d'instances internes

qui ont désormais pour tâche de surveiller la qualité et la sécurité des organisations.

Au départ, le resserrement des normes annoncé par le ministre Couillard a été accueilli comme une bouffée d'air frais par les établissements confrontés à une recrudescence des maladies nosocomiales comme le *C. difficile* et le SARM ou encore à une médiatisation croissante des erreurs médicales évitables. Mais au fur et à mesure que ces maux sont apparus sur l'écran-radar ministériel, de nouvelles instances sont venues se greffer à celles qui existaient déjà, comme les conseils d'agrément, les ordres professionnels et les directions du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).

Aujourd'hui, cette multiplication galopante se traduit par des lendemains qui déchantent. «Le risque est grand de perdre le sens même des démarches engagées et de les banaliser», raconte Lise Denis, qui dirige l'Association québécoise des établissements de santé et de services

VOIR PAGE A 8: TROP

HOMIER-ROY 5h30

Aujourd'hui, Stéphane Rousseau pour le film *Astérix aux Jeux olympiques*. Réalisation: Nadia Peillon



95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE

www.radio-canada.ca/bienmeilleur

LES ACTUALITÉS

Affaire Coffin: un avocat tente de mettre la main sur des documents tenus secrets

BRIAN MYLES

L'auteur et avocat Clément Fortin peine à faire la pleine lumière sur l'affaire Coffin. Bibliothèque et archives nationales du Québec (BANQ) lui refuse l'accès à 500 pages de témoignages livrés à huis clos devant une commission royale d'enquête... il y a 44 ans.

M. Fortin a publié cet automne un méticuleux ouvrage sur l'affaire Coffin dans lequel il affirme que le jury ne s'était pas trompé en envoyant Wilbert Coffin à la potence, en 1954, pour le meurtre de trois chasseurs américains en Gaspésie. Coffin, un des plus célèbres criminels canadiens, a clamé son innocence jusqu'à son dernier souffle, rendu le 10 février 1956, à la prison de Bordeaux, lors de son exécution par pendaison. Un vif débat social fait rage, encore aujourd'hui, quant au verdict rendu contre lui.

En 1964, une commission royale d'enquête présidée par le juge Roger Brossard a conclu que la preuve présentée au procès du prospecteur minier tendait à confirmer le verdict du jury, et non pas à le renverser. La commission Brossard a entendu 214 témoins avant de produire son rapport final, une bricole de 52 volumes. Les transcriptions des témoignages, conservées au Centre régional d'archives de Rimouski, font à elles seules un peu plus de 16 000 pages.

Durant ses recherches, M. Fortin a voulu lire les transcriptions des audiences de la commission Brossard menées à huis clos, ce qui représente environ 500 pages. Normalement, de tels documents restent frappés du sceau du secret pendant 100 ans.

Le 10 décembre dernier, la Commission d'accès à l'information (CAI) donnait cependant gain de cause à M. Fortin. Le

commissaire Jean Chartier donnait à BANQ de transmettre à l'auteur le contenu des audiences à huis clos, après avoir masqué les noms et prénoms des témoins, de même que tout autre renseignement personnel.

La décision en appel

En lieu et place des documents, M. Fortin a reçu vendredi dernier un avis d'appel de BANQ. L'avocat de BANQ, Ghislain Rousel, allègue notamment dans sa requête que la CAI a excédé sa compétence et qu'elle n'est aucunement habilitée à lever un huis clos. La CAI aurait aussi étendu à tort, de façon rétroactive, des modalités d'accès au rapport Brossard et aux témoignages entendus dans l'affaire Coffin qui sont postérieurs à l'affaire.

Clément Fortin est stupéfait de la position de BANQ, d'autant plus qu'il ne s'attend pas à trouver de révélations fracassantes dans les témoignages livrés à huis clos, compte tenu de ce qu'il a déjà lu «entre les lignes» dans les documents publics. «Tout ce que je tente de faire, c'est de rendre limpide à tout le monde le procès qui a été fait à M. Coffin en 1954 et la commission royale d'enquête de 1964», dit-il. En empêchant un chercheur de consulter ces documents, BANQ prive le public d'en connaître le contenu et entretient du même souffle des doutes sur cette affaire, alors que la Commission Brossard avait pour mandat d'en faire la lumière.

L'appel sera entendu en Cour du Québec à une date ultérieure. Par ailleurs, M. Fortin s'adressera encore à la CAI, le 5 février prochain, dans l'espoir d'obtenir 66 rapports d'enquête faits par des policiers et le procureur de la commission Brossard dans la foulée de l'affaire Coffin.

Le Devoir

L'espérance de vie au Canada: hommes: 71,1 ans; femmes: 77,4 ans

LOUISE MAUDE
RIOUX SOUCY

La population canadienne va croissant, tout comme le vieillissement de la population d'ailleurs. Résultat: les chiffres publiés hier par Statistique Canada révèlent un bond important du nombre de décès enregistrés en 2005. Cette augmentation n'a toutefois pas fait fléchir l'espérance de vie des Canadiens, spécialement celle des hommes qui ont réduit l'écart qui les sépare encore des femmes.

En tout, 230 132 personnes sont décédées en 2005. Il s'agit d'une hausse de 1,6 %, ce qui en fait l'accroissement le plus important après celui de 1,9 % enregistré en 2002. Parmi ces personnes décédées, 116 006 étaient des hommes et 114 126 des femmes, soit 102 décès masculins pour 100 décès féminins. On est donc maintenant loin, très loin, du ratio de 1979 alors que l'on comptait 135 décès masculins

pour 100 décès féminins.

Au total, le nombre de femmes décédées en 2005 a crû de 1,8 % contre 1,3 % seulement chez les hommes. Ce revirement se fait aussi sentir sur leur espérance de vie respective qui est maintenant de 71,1 ans pour un homme et de 77,4 ans pour une femme. «Depuis 1991, les hommes ont ajouté 3,4 ans à leur espérance de vie, tandis que les femmes n'en ont ajouté que 1,8», explique Brigitte Chavez, analyste à Statistique Canada. Cet écart est normal puisque les femmes ont déjà une longueur d'avance et que les gains se font plus lentement à cet âge.

Autre signe qui ne ment pas, le taux de mortalité selon l'âge a diminué chez les personnes âgées de 50 ans et plus, ce qui confirme que l'on vit de plus en plus vieux au pays. «Même si le nombre de décès augmente chez les personnes âgées, on note quand même une baisse des taux de mortalité chez cette tranche de la population»,

confirme Mme Chavez.

Chez les plus jeunes toutefois, le taux de mortalité infantile a pris la tendance inverse, passant de 5,3 décès pour 1000 naissances vivantes en 2004 à 5,4 en 2005. Étonnamment, cette légère augmentation est entièrement attribuable aux bébés garçons dont les décès sont passés de 5,5 à 5,9 pour 1000 naissances vivantes. Les filles, elles, ont maintenu un taux de mortalité de 5 décès pour 1000 naissances vivantes.

Il ne faut toutefois pas trop s'étonner de ces chiffres qui sont le miroir de la réalité que connaissent toutes les unités de néonatalogie, tempère le pédiatre Michael Kramer, qui enseigne aussi à l'université McGill. «D'abord, il faut savoir que les garçons prématurés qui naissent à un très petit poids survivent moins longtemps que les filles.»

D'autre part, ce 0,1 cache une réalité statistique méconnue. Les établissements ont en effet changé leurs habitudes et déclarent des

décès qui n'étaient pas compilés auparavant. «On calcule les avortements tardifs pour cause d'anomalies congénitales, mais aussi des naissances survenues aussi tôt qu'à 22 ou 23 semaines de gestation, alors que les chances de survie sont beaucoup moins grandes», précise le Dr Kramer.

Avec un taux moyen de 5,4 décès pour 1000 naissances vivantes, le Canada reste dans la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques, mais loin derrière des pays comme la Suède ou la Japon qui ont réussi à faire baisser ce taux sous la barre des 3 décès pour 1000 naissances. «Mais cet écart est moins important qu'on le croit», prévient le pédiatre. En effet, ces pays ont des modes de déclarations différents, comme la Suède, par exemple, qui ne déclare que les décès survenus à partir de la 28^e semaine de grossesse.

Le Devoir

Sables bitumineux

Les écologistes en campagne contre le pétrole albertain

LOUIS-GILLES
FRANCŒUR

Quatre groupes écologistes vont contester ce matin devant les tribunaux l'autorisation accordée par Ottawa et Regina au projet Kearn d'extraction de pétrole des sables bitumineux par Imperial Oil.

La poursuite alléguera que l'évaluation environnementale du projet Kearn est tout simplement illégale, car elle aurait été complaisante et aurait fait fi des règles strictes de l'évaluation environnementale.

Sean Nixon, procureur pour Ecojustice, qui représente les quatre groupes, soutiendra que «l'approbation de ce projet a été accordée sur la base d'un rapport conjointement par la commission conjointe chargée de l'évaluer, car ses conclusions se basent sur des mesures dont l'efficacité n'a pas été démontrée aux fins de protéger l'environnement, le paysage, la faune et le climat. Notre poursuite a pour objectif de faire en sorte que le projet soit minimalement évalué en fonction des critères prévus par la loi avant d'obtenir un feu vert.»

«Le projet Kearn», ajoute Chris Severson-Baker de l'Institut Pembina, va décapier la forêt boréale sur 200 kilomètres carrés, soit 20 000 stades de football, et laisser derrière lui des étangs remplis de déchets miniers toxiques si vastes qu'ils sont visibles de l'espace. C'est impensable que la commission conjointe ait pu soutenir que les impacts environnementaux d'un pareil projet sont négligeables.»

Le projet engendrera par ailleurs des émissions de gaz à effet de serre équivalent aux rejets de 800 000 nouvelles voitures sur les routes.

Les groupes à l'origine de cette poursuite sont, outre le Pembina, le Sierra Club du Canada, la société Toxic Watch de l'Alberta et la coalition contre les pluies acides des Prairies.

L'annonce de cette poursuite survient au moment où le premier ministre albertain, Ed Stelmach, est en visite à Washington pour convaincre les Américains que le pétrole de sa province n'est pas la plaie environnementale que l'on dit.

Le premier ministre albertain tente notamment de faire contre-poids à la campagne que vient de lancer le plus important groupe

environnemental des États-Unis, le Natural Resources Defence Council (NRDC), qui ciblera les sociétés aériennes qui s'approvisionnent en pétrole de l'Alberta. Ce pétrole serait six fois plus polluant et riche en GES que le pétrole du Moyen-Orient ou du Venezuela.

La campagne du NRDC cible tout particulièrement United Airlines et American Airlines mais aussi Air Canada, Alaskan Airlines, Delta, FedEx Express, Skywest et WestJet. Cette campagne vise aussi à décourager ces sociétés commerciales d'utiliser le pétrole synthétique extrait du charbon, ce que les sociétés pétrolières présentent comme la version propre du charbon (clean coal).

Le Devoir

La STM doit tenir parole

Le 9 décembre dernier, une entente de principe est intervenue entre le Syndicat des chauffeurs d'autobus, opérateurs de métro et employés de services connexes et les représentants de la Société de Transport de Montréal (STM).

L'entente a été conclue devant le conciliateur nommé par le Gouvernement du Québec et a reçu l'aval de la haute direction de la STM.

Le maire Tremblay a choisi de rejeter l'entente et de forcer la STM à renier la parole donnée en présence du conciliateur.

Par sa décision incompréhensible, le maire Tremblay a réduit à néant les efforts déployés de bonne foi par le Syndicat et la STM pour renouveler la convention collective en évitant, comme c'est le cas depuis plus de 20 ans, un conflit qui aurait pénalisé les usagers.

Monsieur le Maire, respectez la parole donnée !



SCFP
Syndicat canadien de
la fonction publique

**SYNDICAT
CA-OM-SC 1983**

ACTUALITÉS

Téléphonie sans fil

Frustrés, les consommateurs exigent d'être mieux protégés



Michel David

Montrer les dents

L'humour maussade du premier ministre Charest n'était pas feinte à l'issue du souper auquel Stephen Harper avait convié ses homologues provinciaux au 24 promenade Sussex, vendredi soir dernier. À tous égards, le programme fédéral pour venir en aide au secteur forestier et à l'industrie manufacturière est décevant pour le Québec.

Il n'y a pas si longtemps, M. Charest aurait pourtant réussi à y voir un «pas dans la bonne direction» ou encore une «ouverture à la négociation», comme Benoît Pelletier l'a fait l'automne dernier quand M. Harper a proposé une limitation au pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral dont les modalités en faisaient un véritable atape-nigaud.

Il est vrai que le premier ministre canadien semble penser qu'il en a assez fait pour démontrer l'ouverture de son fédéralisme, mais plusieurs de ses initiatives avaient déjà un caractère largement symbolique.

L'octroi au Québec d'une toute petite place au sein de la délégation canadienne à l'UNESCO ne valait certainement pas ces cris de joie. Habitué à l'intransigence qui caractérisait les libéraux, on a semblé prendre pour une grande concession ce qui relevait plutôt de la simple bienséance.

Certes, le ton est plus conciliant, mais la reconnaissance de la nation québécoise par la Chambre des communes n'a pas plus de portée juridique que la motion de Jean Chrétien sur la «société distincte». Cela ne saurait compenser la perte de poids politique qui résultera de la diminution relative du nombre de députés en provenance du Québec.

La grande différence depuis quelque temps est que M. Charest semble avoir décidé qu'il ne tentera plus de faire passer les vessies pour des lanternes, laissant plutôt à Mario Dumont le soin de faire l'apologie du gouvernement fédéral.

On peut comprendre que M. Harper ait été irrité de voir les 700 millions supplémentaires accordés au Québec au titre de la péréquation engloutis dans des baisses d'impôt. Cet épisode a manifestement été un tournant dans les relations entre Québec et Ottawa. Par la suite, on n'a plus entendu M. Harper vanter les mérites de M. Charest et l'importance de sa contribution au maintien de l'unité canadienne.

Après des années de lamentations sur le déséquilibre fiscal, le premier ministre canadien a sans doute eu la désagréable impression d'avoir été le dindon de la farce. Il n'est pas étonnant qu'il se montre maintenant si pingre et tienne à ce que les fonds fédéraux destinés aux provinces soient répartis sur une base par personne.

Si M. Harper a été indisposé par cette affaire, M. Charest peut aussi avoir le sentiment de ne pas avoir tiré tout le bénéfice politique qu'il pouvait espérer de son amitié avec son homologue fédéral.

Un an de lune de miel avec les conservateurs a abouti à l'élection d'un gouvernement libéral minoritaire à Québec. Soit, le bilan mitigé du premier mandat a sérieusement hypothéqué la campagne libérale, mais il faut bien constater que montrer les dents devant Ottawa ne semble choquer personne, bien au contraire.

Un des principaux handicaps de Jean Charest depuis qu'il est devenu chef du PLQ a été de ne pas être perçu comme un défenseur suffisamment acharné des intérêts du Québec par rapport au reste du Canada, et plus particulièrement par rapport à Ottawa. À des degrés divers, ses prédécesseurs ont eu le même problème, mais aucun n'a vu sa loyauté envers le Québec remise en question à ce point.

Il est vrai que, pendant des années, la crainte d'apporter de l'eau au moulin souverainiste a eu un effet paralysant sur le PLQ. M. Charest avait été expédié à Québec précisément pour barrer la route à Lucien Bouchard, et la perspective d'un autre référendum était comme une épée de Damoclès qui retenait les fédéralistes québécois de dénoncer, comme plusieurs en auraient eu envie, les exactions des libéraux de Jean Chrétien.

Cette menace étant écartée pour l'avenir prévisible, M. Charest a tout le loisir de se faire l'écho du consensus québécois avec d'autant plus de crédibilité que personne ne peut l'accuser de sabotage.

Mario Dumont a claqué la porte du PLQ en 1992 parce qu'il trouvait que Robert Bourassa avait trahi les intérêts du Québec en signant l'accord de Charlottetown, mais on a parfois l'impression que la proximité du pouvoir le rend lui-même moins exigeant.

Au moment où l'ADQ était au sommet de sa popularité, en septembre 2002, il avait semé la consternation au Québec et la joie à Toronto en déclarant devant les membres du Canadian Club que la question constitutionnelle avait disparu de son écran radar.

On croyait que le leçon avait porté. Jouer au bœuf-ouï-oui ne lui réussira pas mieux qu'en 2002. Depuis qu'il est devenu chef de l'opposition officielle, on a bien du mal à retrouver les accents autonomistes d'avant les élections du 26 mars. Devant le gouvernement Harper, il semble avoir perdu tout sens critique.

À l'annonce du plan conservateur, jeudi, le leader parlementaire de l'ADQ, Sébastien Proulx, était ravi: «J'ai compris que M. Harper avait donné suite à l'engagement qu'il avait pris à Rivière-du-Loup.» Si M. Charest trouvait qu'il n'y avait pas assez d'argent pour le Québec, il n'avait qu'à mieux négocier!

Vendredi, quand il s'est rendu compte que tout le monde au Québec sauf l'ADQ jugeait l'aide fédérale insuffisante, M. Dumont a senti le besoin de corriger le tir. Il faudrait 100 millions de dollars de plus pour le Québec, convient-il maintenant, mais il appartient à M. Charest de plaider pour les obtenir. Autrement dit, s'il échoue, ce sera sa faute et non celle de M. Harper. Pas fort.

mdavid@ledevoir.com



Jean Charest

MATHIEU BÉLANGER REUTERS

Devant les discours trompeurs des marchands de téléphones cellulaires et le «contenu problématique» des contrats de service imposés à leur clientèle, les associations de consommateurs ont une fois de plus demandé hier à Québec de sonner la fin de la récréation. Comment? En imposant un cadre légal strict qui forcerait à l'avenir Bell, Telus et consorts à mieux se comporter avec leurs abonnés.

FABIEN DEGLISE

Rappel à l'ordre. Des associations de consommateurs ont réitéré hier leur demande au ministre québécois de la Justice, Jacques Dupuis, pour qu'un cadre légal plus sévère force rapidement l'industrie de la téléphonie sans fil à respecter davantage ses clients.

Cette voie légale s'imposerait désormais, selon ces groupes, puisque les Bell, Rogers, Virgin Mobile et Telus de ce monde viennent de refuser en chœur l'offre de Québec d'adhérer à un code volontaire de bonne conduite pour faire le ménage dans leurs pratiques commerciales. Ces pratiques sont d'ailleurs jugées discutables par le mouvement consommériste qui place les compagnies de cellulaires en tête de liste des entreprises qui annuellement génèrent le plus grand nombre de plaintes.

«Il faut légiférer et vite», a indiqué hier au Devoir, Charles Tanguay, porte-parole de l'Union des consommateurs. Depuis plusieurs années, nous dénonçons la présence de clauses problématiques dans les contrats que font signer ces compagnies à leurs clients. Mais comme rien ne change, le ministre devrait désormais agir.»

En septembre dernier, par l'entremise de l'Association canadienne des télécommunications sans fil (ACTS), l'industrie du cellulaire a en effet décliné la proposition de l'Office de la protection des consommateurs (OPC) d'adopter un «engagement volontaire» à bien se comporter. Ce document, dont Le Devoir a pris connaissance, aurait incité les marchands de cellulaires à transmettre des contrats clairs à leurs clients, à ne pas modifier ces contrats de manière unilatérale, à respecter la notion de garantie légale contenue dans la Loi sur la protection du consommateur (LPC) ou encore à ne pas imposer des frais abusifs pour mettre fin à un abonnement avant la fin du contrat. Ces détails contractuels s'attaquent à la source des principales plaintes des consommateurs.

Des pratiques conformes?

Or, pour l'industrie, le caractère «pancanadien» de ses activités, ne lui permet pas «de souscrire» aux principes établis par l'organisme québécois chargé de la protection des consommateurs, a indiqué Peter Barnes, président de l'ACTS. «Qui plus est, la majorité de nos pratiques sont déjà conformes à ce que l'OPC veut,



ERIC MILLER REUTERS

pré-tend-il. Et comme nous sommes déjà réglementés par le gouvernement fédéral [par l'entremise du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC)], nous ne voulons pas être obligés de composer avec deux agences de réglementation.»

Le groupe de pression industriel a rappelé d'ailleurs que, depuis cet automne, les consommateurs peuvent faire part de leur mécontentement au Commissaire des plaintes relatives aux services des télécommunications (CPRST), mis en place par Ottawa. «Cet outil va permettre de prendre connaissance de doléances des consommateurs sur nos contrats», a dit M. Barnes qui justifie au passage le nombre élevé de plaintes par la grande quantité de transactions qui ont lieu dans le domaine de la téléphonie sans fil chaque année au pays. Le Canada compte actuellement 19,3 millions d'abonnés à ce type de service.

Une instance inefficace

Cependant, pour l'Union des consommateurs, ce bureau des plaintes risque d'être inefficace puisque les décisions rendues par le commissaire doivent se faire sur la base de contrats imposés par l'industrie. «Contrats qui sont justement problématiques», dit M. Tanguay.

«Tous les abonnés à un service cellulaire souhaitent que l'on soit plus sévère avec ces compagnies», ajoute Michel Arnold, d'Option consommateurs qui, hier, a demandé également au gouvernement Charest de passer à l'acte. «D'ailleurs, ces compagnies font des affaires au Québec et doivent donc respecter les lois de la province.» Ce qui n'est pas toujours le cas, rappellent les groupes de pression consumeristes qui souhaitent que la deuxième phase de rénovation de la LPC, normalement prévue cette année, vienne définitivement sonner la fin de la récréation dans l'univers du cellulaire.

Au cabinet du ministre de la Justice, cet autre appel à la réglementation a été entendu poliment hier. «Les travaux suivent leur cours», a indiqué Philippe Archambault, porte-parole de Jacques Dupuis. Nous avons d'ailleurs des discussions avec tous les intervenants, compagnies et associations de consommateurs, qui sont impliqués dans ce dossier.» Toutefois, les groupes de consommateurs ainsi que le représentant de l'industrie ont indiqué hier au Devoir ne plus être vraiment en contact avec les autorités provinciales, et ce, depuis plusieurs mois.

Le Devoir

L'ultimatum de la Société du parc Jean-Drapeau se terminait hier

La fête des Neiges annulée faute d'entente avec les cols bleus

JEANNE CORRIVEAU

Le litige opposant la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) à ses cols bleus a eu raison de la fête des Neiges qui a été annulée hier. Les syndiqués ayant refusé de s'engager à ne pas exercer de moyens de pression pendant l'événement, la partie patronale a jugé qu'il était impossible de tenir la fête qui devait se dérouler du 26 janvier au 11 février 2008.

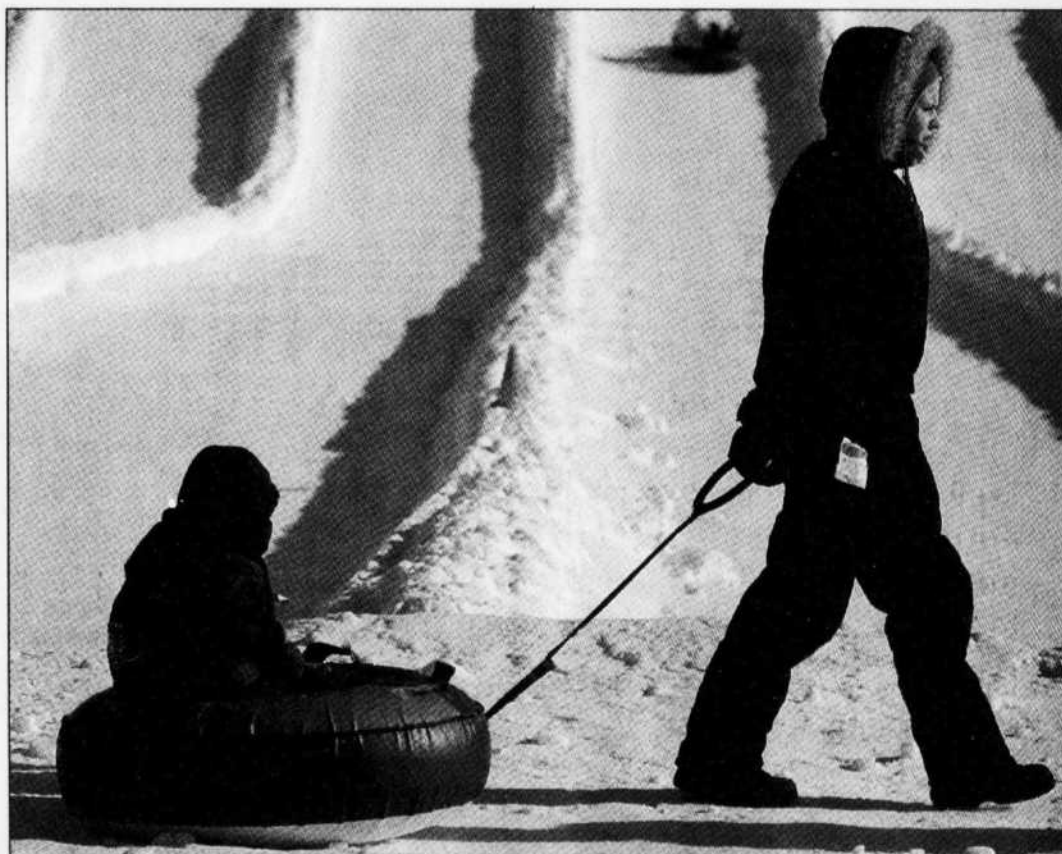
Les canons à neige qui avaient fonctionné toute la fin de semaine ont été remisés. La fête hivernale destinée aux familles n'aura pas lieu. «Nous sommes tristes et déçus pour les familles montréalaises qui sont encore une fois prises en otages par le syndicat des cols bleus», a fait savoir hier le porte-parole de la SPJD, Kevin Donnelly.

La Société du parc Jean-Drapeau craignait que les syndiqués ne mettent à exécution leur menace de débrayage pendant la fête des Neiges, tel qu'ils l'avaient annoncé en novembre dernier si les négociations ne progressaient pas. Vendredi, la direction du parc avait exigé des syndiqués qu'ils s'engagent à ne pas exercer de moyens de pression durant les festivités, leur donnant jusqu'à hier midi pour s'exécuter, sans quoi l'événement serait annulé. Le syndicat n'a pas donné suite à cette demande.

La direction du parc estime que la fête des Neiges nécessite la présence de 130 syndiqués et qu'en cas de débrayage, les 20 cadres disponibles n'auraient pu permettre que l'activité se tienne dans un cadre sécuritaire. Avant de poursuivre les préparatifs, la SPJD aurait voulu obtenir des garanties du syndicat.

«C'est une journée sombre pour les citoyens du Grand Montréal. C'est une décision de panique», a pour sa part déclaré Michel Parent, le président du syndicat des cols bleus regroupés de Montréal, hier, à l'occasion d'une conférence de presse. Le syndicat, qui parle de «lock-out déguisé», affirme que les pourparlers se poursuivaient devant un conciliateur et que les deux semaines qui restaient avant la tenue de l'événement auraient pu permettre de faire débloquer les négociations. «La Société du parc Jean-Drapeau va devoir porter l'odieux de cette décision», a-t-il affirmé.

Les deux parties ont utilisé à peu près le même vocabulaire pour s'accuser mutuellement et imputer la responsabilité de l'annulation de la fête à l'«intransigence» de l'autre partie. Le syndicat, qui représente 220 employés du parc Jean-Drapeau, réclame la parité pour les travailleurs qui ont remplacé la cinquantaine de cols bleus que la Ville mettait autrefois à la disposition du parc Jean-Drapeau. Ces travailleurs, déplore le syndicat, gagnent jusqu'à trois dollars de moins l'heu-



NORMAND BLOUIN LE DEVOIR

Les familles seront les grandes perdantes des négociations entre la Société du parc Jean-Drapeau et les cols bleus, la fête des Neiges ayant été annulée.

re que les employés de la Ville. Le syndicat demande également à ce que les employés puissent bénéficier d'un régime de retraite.

De son côté, la partie patronale affirme que les demandes du syndicat sont irréalistes, voire même «lofques». M. Donnelly fait valoir que le syndicat voudrait voir le nombre d'employés permanents passer de 25 à 46. «En termes financiers, les demandes du syndicat représenteraient une augmentation d'à peu près 30 % pour la première année de l'entente», indique-t-il. Quant au régime de retraite dont bénéficient les employés permanents, la SPJD sou-

tient ne pas avoir la capacité financière de l'offrir à tous les travailleurs.

Les cols bleus du parc Jean-Drapeau négocient depuis plus d'un an le renouvellement de leur convention collective. L'été dernier, ils avaient débrayé pendant quatre jours, ce qui avait entraîné la fermeture de la plage de l'Île Notre-Dame. La fête des Neiges, dotée d'un budget de 900 000 \$, avait attiré 204 000 visiteurs l'an dernier. Elle devait se dérouler sur trois fins de semaine à partir du 26 janvier.

Le Devoir

Un avocat différent

François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

NOURAIE



TAPIS DE PERSE

Tapis Nouraié vous offre la plus grande sélection de tapis persans et orientaux de haute qualité. La collection est composée de tapis de diverses tailles provenant de villes persanes telles Tabriz, Nain et Ispahan.

15% à 50% de rabais

OGILVY Boutique au 5^e étage
Sainte-Catherine O. et de la Montagne
514.842.7711 poste 325 - ogilvycanada.com
depuis 1986



LES ACTUALITÉS

Travaux préliminaires en vue de la construction d'une nouvelle mairie dans le parc René-Masson

L'arrondissement RDP-PAT pris en flagrant délit

Un bélier mécanique abat des arbres sur une distance de 35 mètres

JEANNE CORRIVEAU

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) a décrété la suspension des travaux entrepris hier dans le parc René-Masson par l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles (RDP-PAT) après qu'un bélier mécanique eut abattu de nombreux arbres afin de se frayer un passage dans le parc.

L'arrondissement, qui projette de construire une nouvelle mairie ainsi qu'une maison de la Culture dans ce parc, veut procéder à des prélèvements de sols nécessaires à la demande d'autorisation qu'il doit soumettre au MDDEP puisque le site comporte un milieu humide.

La vue du mastodonte défrichant le boisé a horrifié les résidents du secteur qui ont aussitôt alerté les autorités. En après-midi, le MDDEP est intervenu pour interrompre les travaux et constater l'état des lieux. Une tranchée d'une largeur d'environ huit mètres et d'une longueur de 35 mètres a été creusée par un entrepreneur mandaté par l'arrondissement afin de permettre le carottage prévu pour aujourd'hui.

La conseillère de Vision Montréal dans l'arrondissement, Suzanne Décarie, considère que l'administration du maire Cosmo Maciocia a agi de façon « irresponsable » dans ce dossier. « Il existe un sentiment que l'entrepreneur aurait utilisé s'il l'avait connu. Mais il semble que



PAULINE LUSSIER, COLLABORATION SPÉCIALE

L'entrepreneur embauché par l'arrondissement a eu le temps d'abattre plusieurs arbres avant d'être arrêté par le ministère de l'Environnement.

personne n'a cru bon de l'en informer», at-elle indiqué en dénonçant les dommages faits au boisé situé en milieu humide.

Le Conseil régional en environnement (CRE) de Montréal a pour sa part dénoncé l'ampleur des travaux de déboisement réalisés hier par l'arrondissement alors que celui-ci n'avait même pas obtenu le

certificat d'autorisation du MDDEP nécessaire pour la construction du bâtiment municipal. Le directeur général du CRE de Montréal, André Porlier, assure qu'il n'était pas nécessaire de tracer un chemin aussi large pour procéder aux prélèvements de sols.

Le porte-parole de l'arrondissement, Jean-François Circé, affirme

au contraire que les travaux ont été effectués selon les règles de l'art et que l'on devait tracer un passage assez large pour permettre le passage de l'équipement lourd qui sera nécessaire aux travaux de carottage prévus à sept endroits sur le site. « On a mandaté une firme pour procéder à ces études en lui intimant l'ordre de respecter

les diverses composantes du terrain. On avait sur place des représentants de l'arrondissement et de l'entrepreneur pour que tout ça se fasse de la façon la plus respectueuse possible », a expliqué M. Circé.

« Il y a des arbres qui ont été sacrifiés, dont des chicots et des arbres morts. On a fait tout ce qui était possible pour protéger les autres arbres », poursuit-il.

Selon lui, il n'aurait pas été possible d'emprunter le passage déjà existant compte tenu de la présence d'un ruisseau et de roches. En fin d'après-midi, des discussions se poursuivaient entre le ministère et l'arrondissement afin de décider de la suite des événements. « On veut éclaircir avec les gens du ministère leurs demandes avant de poursuivre les travaux », dit-il. Il n'a pas été possible d'obtenir les commentaires de représentants du MDDEP.

Le projet de construction de la mairie de RDP-PAT a fait l'objet d'une vive controverse l'an dernier. S'il se réalise, il réduira du quart la superficie du parc René-Masson. Des opposants avaient tenté en vain d'obliger la Ville à y renoncer en forçant la tenue d'un référendum, mais ils n'avaient pas obtenu un nombre suffisant de signatures pour y parvenir. Une plainte au sujet de cette mairie a toutefois été soumise par un regroupement de personnes handicapées à l'ombudsman de la Ville qui n'a pas terminé l'étude du dossier.

Le Devoir

EN BREF



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Michelle Courchesne

Report de la réforme scolaire

Le gouvernement du Québec a décidé de reporter d'un an l'implantation obligatoire de la réforme scolaire à l'éducation aux adultes, initialement prévue pour septembre prochain. Le report de cette portion du renouvelé pédagogique a été confirmé par le cabinet de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne. Cette décision a été prise pour favoriser la réussite de l'implantation de la réforme. Les établissements auront ainsi un an de plus pour offrir davantage de formation aux professeurs. Québec prévoit aussi profiter de ce délai pour étudier la pertinence de revoir à la baisse la taille des classes. Des besoins particuliers d'encadrement ont été soulevés pour les adultes inscrits au premier cycle du secondaire. Le report a été accueilli avec grand soulagement par la Fédération des syndicats de l'enseignement. L'organisation syndicale fait valoir que l'éducation aux adultes n'est pas propice à l'implantation de la réforme, préconisant que les méthodes d'enseignement y sont très individualisées en raison des parcours très différents des élèves. — Le Devoir

Opposition maintenue

La Ville de Boisbriand réitère son opposition formelle au projet de construction d'un hippodrome et d'un salon de jeu sur son territoire ou même sur un terrain à cheval entre sa municipalité et celle de Saint-Eustache. La mairesse Sylvie St-Jean présentera ce soir au conseil municipal une résolution, comme elle l'avait fait il y a un an, pour dire non à la venue d'un vaste complexe combinant le pari sur courses et la loterie vidéo en grande concentration (1300 machines). Mme St-Jean a également prévenu le promoteur, Attractions hippiques, partenaire de Loto-Québec dans le dossier, qu'elle « souhaite vivement que Boisbriand ne soit plus identifié comme l'un des sites retenus ». « Qu'on oublie Boisbriand pour ce projet! », a lancé la mairesse. Cette dernière est sollicitée par le maire de Saint-Eustache, Claude Carignan, pour reconsidérer sa position. M. Carignan voit dans ce projet de 200 millions la possibilité d'un développement social important en plus des projections de trois millions de taxes foncières par année. — Le Devoir



ARCHIVES REUTERS

Dons d'organes interdits aux gays

Le Conseil québécois des gays et lesbiennes (CQGL) dénonce la récente directive diffusée par Santé Canada d'interdire tous dons d'organes aux hommes qui ont eu une relation sexuelle avec un autre homme au cours des cinq années précédant le don. Pour le CQGL, une telle décision « ne fait que renforcer la stigmatisation et l'exclusion des personnes homosexuelles au sein de la société canadienne ». Cette directive, estime le Conseil, « fait surtout une équation n'ayant aucun fondement scientifique ou sanitaire, à savoir: relation sexuelle entre deux hommes égale nécessairement maladies ou infections! ». L'organisme croit aussi qu'en ciblant une catégorie de personnes plutôt qu'un comportement sexuel qui peut être à risque, « l'agence fédérale perpétue un faux sentiment de sécurité auprès de la population ». Le CQGL exige donc que l'agence justifie une telle position, preuves scientifiques à l'appui. Rappelons qu'en décembre, Santé Canada a resserré ses règlements concernant le don d'organes. Dans un courriel envoyé aux médias, Santé Canada a fait savoir que la réglementation entourant la sécurité des dons d'organes souligne certains facteurs de risques qui pourraient augmenter la transmission de maladies infectieuses. Le ministère estime qu'un homme ayant eu une relation sexuelle avec une personne du même sexe dans les cinq dernières années est considéré comme un facteur de risque. — Le Devoir



CONTINUEZ LA BELLE VIE

LES OBLIGATIONS À TAUX PROGRESSIF DU QUÉBEC

BONI DE 1%

la première année pour les nouveaux fonds REER

- + Taux avantageux garantis pour 10 ans.
- + Remboursables sans pénalité, chaque année, à leur date anniversaire.
- + Aucuns frais de gestion et d'administration.

ANNÉE	1 ^e	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e
TAUX	3,75	3,85	3,95	4,05	4,15	4,25	4,35	4,45	4,55	6,00

*Incluant le boni de 1% la première année pour les nouveaux fonds REER. Les taux annoncés peuvent varier en fonction des conditions du marché.

ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC

VOTRE REER GARANTI À 100%

1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.ca

Épargne Placements

Québec

LE MONDE

Six personnes sont kidnappées

Les FARC sévissent

Consuelo Gonzalez à Bogotá avec des preuves de vie de huit otages

JEAN-LUC PORTE

Bogotá — La guérilla a kidnappé de nouveaux otages, un groupe de six touristes, dimanche soir à Nuquí, une localité du département du Choco (centre ouest).

Selon un communiqué de la marine de guerre colombienne, les rebelles ont dépouillé 19 touristes de leurs objets personnels et ont enlevé parmi eux deux enseignants, une biologiste, un étudiant et deux commerçants.

Ces six touristes ont été pris en otages par un commando du Front 57 des FARC alors qu'ils se trouvaient avec 13 autres personnes sur une embarcation, a-t-on ajouté de même source.

Lun des deux enseignants enlevés, Onshus Nino Alf, possède la nationalité colombienne mais aussi norvégienne, a indiqué hier le commandant d'infanterie de marine, le colonel Hector Aguiar.

Les FARC se disent prêtes à libérer, en plus de Clara Rojas et Consuelo Gonzalez, 43 de leurs otages, dont la Franco-Colombienne Ingrid Betancourt et trois Américains, en échange de la libération de 500 guérilleros emprisonnés.

Une longue attente

Hier, des familles d'otages colombiens attendaient hier avec anxiété l'arrivée à Bogotá de Consuelo Gonzalez, l'une des deux femmes libérées jeudi par la guérilla des FARC, en possession de preuves de vie de ses compagnons de captivité.

Mme Gonzalez, 57 ans, qui a passé six ans et quatre mois en détention dans des camps des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), devait être accueillie à l'aéroport par le Haut Commissaire colombien pour la paix, Luis Carlos Restrepo, et le maire de Bogotá, Samuel Moreno, avant de rencontrer les familles de huit hommes politiques, policiers et militaires colombiens détenus par la guérilla marxiste.

Jeudi, le jour de sa libération, Mme Gonzalez avait déclaré à Ca-

racas être en possession des preuves de vie, exclusivement des lettres et des photos, de huit de ses compagnons d'infortune dont les parents sont, pour certains, sans nouvelles depuis plusieurs années.

Des familles de prisonniers de la guérilla ont déjà pris des contacts téléphoniques avec l'otage, a indiqué la sénatrice Piedad Cordoba, ancienne médiatrice avec le président vénézuélien Hugo Chávez dans le dossier des otages.

Des otages « politiques »

Mme Gonzalez avait dénoncé après sa libération les conditions de détention des prisonniers masculins, assurant qu'ils étaient enchaînés jour et nuit.

Parmi les huit otages dont elle détient des preuves de vie figurent Alan Jara, ex-gouverneur de la province du Meta, Gloria Polanco et Orlando Beltran, anciens congressistes de Huila, tous trois retenus depuis six ans, et Jorge Gechem, également congressiste de Huila détenu depuis cinq ans. Ces prisonniers sont qualifiés de « politiques » par la guérilla.

Les quatre autres otages dont elle a partagé la détention sont des policiers et des militaires, dont deux sont retenus depuis neuf ans.

Libérée en même temps que Mme Gonzalez, Clara Rojas, l'adjointe de l'ex-candidate à la présidence Ingrid Betancourt, était arrivée dimanche à Bogotá après avoir passé près de six ans aux mains des FARC. Cette avocate de 44 ans a pu retrouver son fils Emmanuel qui lui a été remis temporairement par l'Assistance publique après trois ans de séparation.

Clara Rojas et le garçonnet de trois ans et neuf mois ont été placés dans une maison de l'Assistance publique du nord-est de Bogotá. La mère a demandé hier à la presse d'observer « une certaine discrétion » afin de pouvoir « stabiliser » ses relations avec l'enfant.

Agence France-Presse



Clara Rojas a retrouvé son fils Emmanuel sous le regard attendri de sa mère.

Premières discussions de fond israélo-palestiniennes

Jérusalem — Dans la foulée de la visite du président George Bush, la semaine dernière, Israéliens et Palestiniens ont engagé hier à Jérusalem leurs premières négociations sérieuses en sept ans sur le fond de leurs contentieux.

Ceux-ci portent notamment sur les frontières du futur Etat palestinien, le statut de Jérusalem, l'avenir des colonies juives et le sort des réfugiés du conflit de 1948.

Ce processus de négociations avait été officiellement lancé fin novembre à la conférence organisée par M. Bush à Annapolis, mais son démarrage tardif illustre les obstacles qui attendent le chef de la Maison-Blanche s'il veut obtenir un accord de paix avant la fin de son mandat, dans un an.

Les négociations engagées hier à Jérusalem étaient respectivement menées par la ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi Livni, et l'ancien premier ministre palestinien Ahmed Koreï.

« Les pourparlers ont débuté dans une bonne ambiance », a déclaré Koreï après la première séance, qui a duré une heure et demie. « Nous avons commencé aujourd'hui à parler de toutes les questions centrales: Jérusalem, les réfugiés, les frontières, les colonies », a-t-il dit.

Pour sa part, Mme Livni n'a pas voulu commenter devant les journalistes la teneur des discussions,

mais, un peu plus tard, elle a déclaré devant la Knesset qu'elle était « prête à faire des concessions territoriales significatives » dans l'intérêt d'Israël.

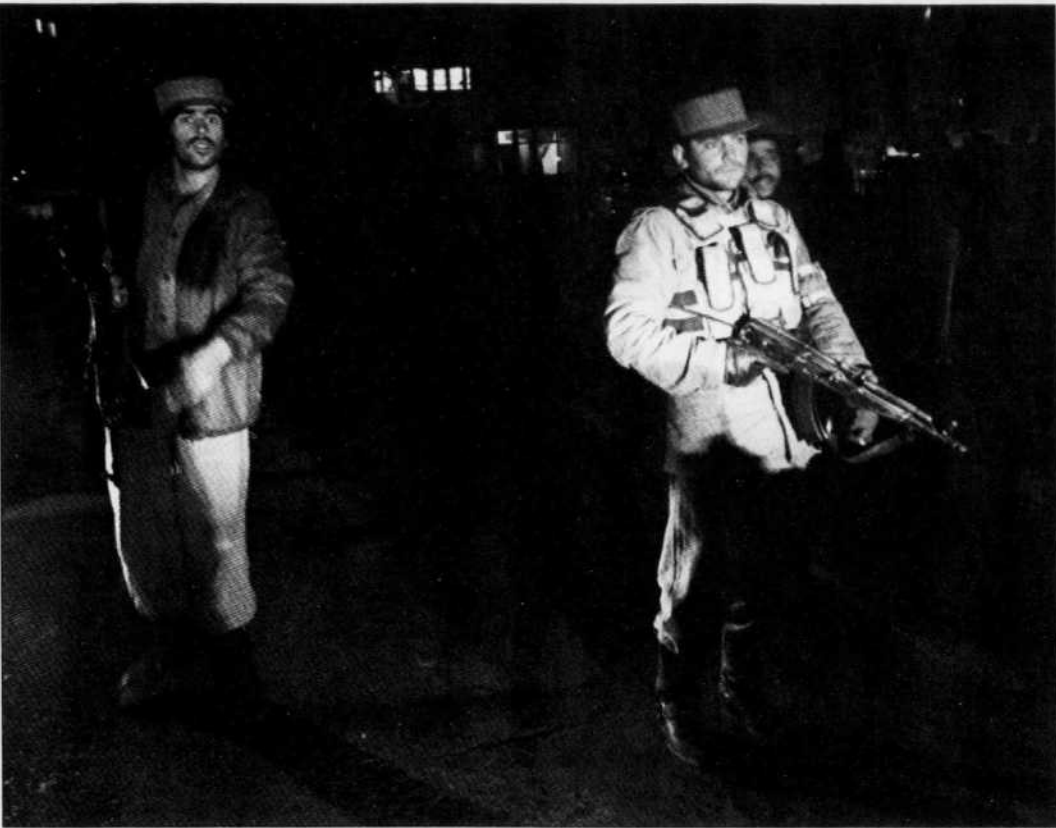
Livni et Koreï sont convenus de se rencontrer régulièrement, loin des caméras, a-t-on précisé de source israélienne.

Dans l'entourage d'Éhoud Olmert, on dit que le premier ministre israélien se fixe pour objectif d'aboutir à un accord sur les contours du futur Etat palestinien, tout en repoussant l'avènement au moment lointain, selon lui, où son partenaire Mahmoud Abbas sera mesure de garantir la sécurité de l'Etat juif.

« La différence entre notre position et celle des Israéliens est que nous espérons la conclusion d'un traité de paix avant la fin de 2008. Un accord sur ses contours ne devrait prendre qu'un ou deux mois maximum », a souligné pour sa part le négociateur palestinien Saëb Erekat.

Néanmoins, toute discussion de fond sur des questions comme le statut de Jérusalem pourrait mettre en danger la coalition gouvernementale d'Olmert, dont le partenaire de droite Yisraël Beïteinu menace de claquer la porte, peut-être même dès cette semaine.

Côté palestinien, le Hamas, qui contrôle depuis juin dernier la bande de Gaza, a présenté les négociations engagées hier comme un « crime contre le peuple palestinien ». — Reuters



Les policiers ont rapidement fermé le périmètre autour de l'hôtel Serena après l'attentat.

Les talibans frappent au cœur de Kaboul

Six personnes ont été tuées dans un luxueux hôtel

Kaboul — Les talibans ont frappé hier soir le cœur international de Kaboul tuant six personnes, dont un Américain, dans l'hôtel le plus luxueux du pays où se trouvait le ministre norvégien des Affaires étrangères, qui n'a pas été blessé.

Six personnes ont été tuées et six blessées, selon le porte-parole du ministère afghan de l'Intérieur, Zamari Bashary. Abou Dhabi a annoncé en début de soirée que le troisième secrétaire de son ambassade à Kaboul, Aref Abdallah Al-Tinaiji, a été légèrement blessé.

« Je suis avec le ministre des Affaires étrangères, Jonas Gahr Støer, à Kaboul. Il est en sécurité à l'hôtel, au sous-sol », a déclaré Anne Lene Sandsten, porte-parole du ministère, jointe par téléphone. « Nous avons un journaliste et un membre de la délégation [norvégienne accompagnant le ministre] blessés », a-t-elle poursuivi.

« Au début, il y a eu une attaque suicide à l'entrée de l'hôtel suivie par une seconde explosion », a indiqué M. Bashary. « Puis il y a eu des échanges de tirs », a-t-il encore indiqué sans pouvoir préciser si la seconde explosion était le fait d'un autre kamikaze.

Un porte-parole de la Force internationale d'assistance à la sécurité, le capitaine Mario Renna, avait auparavant indiqué qu'il y avait apparemment eu trois attaquants arrivés à pied au Serena.

« Lun a été tué par les gardes de l'hôtel, mais deux autres ont réussi à entrer à l'intérieur où ils ont tué un garde et en blessé deux autres, dont un sérieusement », déclarait-il, citant de premiers éléments.

Des informations contradictoires circulaient près de six heures après l'attaque sur le nombre d'attaquants. Des sources du renseignement afghan ont fait état de deux attaquants et le directeur de l'hôtel,

Christopher Newbery, a dit la même chose à l'AFP.

Mais selon un porte-parole des talibans, Zabihullah Mujahed, qui a revendiqué l'attaque, il y a eu quatre attaquants. « Quatre membres des talibans, l'un d'eux portant une veste d'explosifs et tous armés de kalachnikov, sont entrés dans l'hôtel Serena et ont ouvert le feu sur des étrangers », a-t-il déclaré par téléphone peu après l'attaque. « L'un d'eux s'est fait exploser » et les autres attaquants sont « en sûreté ».

Aussitôt après la première explosion, la coalition internationale, à majorité américaine, a dépêché une trentaine d'hommes sur place, a indiqué son porte-parole, le major David Johnson. « Ce sont 30 personnes comprenant des éléments de la Force de réaction rapide », a-t-il dit, ainsi qu'une équipe médicale.

Le responsable de sécurité occidental a indiqué que « les chambres ont été fouillées une à une par ces militaires », apparemment à la recherche d'au moins un attaquant.

Le principal axe routier menant à l'hôtel, inauguré fin 2005, a été bloqué à la circulation et les journalistes ont été maintenus à distance. Plusieurs véhicules de police et des forces étrangères se sont engouffrées dans cette zone ainsi que deux ambulances.

Un responsable du palais présidentiel a déclaré que la zone avait été placée en état d'alerte d'un niveau élevé.

Chassés du pouvoir fin 2001 par une coalition internationale dirigée par les États-Unis pour leur soutien actif à al-Qaïda, les talibans mènent depuis une insurrection sanglante qui a fait des milliers de morts. Leurs plus sanglantes attaques ont touché Kaboul et ses environs.

Agence France-Presse

Les primaires de l'État du Michigan

Les républicains se mesurent dans l'État le plus touché par le chômage

Detroit — Les prétendants républicains à la Maison-Blanche se mesurent aujourd'hui lors de primaires dans le Michigan, un État frappé de plein fouet par la crise, tandis que les démocrates devaient se retrouver pour leur premier débat depuis la consultation électorale du New Hampshire.

Aucun favori ne se dégage vraiment parmi les candidats et, devant la menace de récession, les électeurs broient du noir.

Selon un sondage publié hier par le *New York Times* et CBS, 62 % des Américains estiment que l'état de l'économie s'aggrave. Jamais depuis 1990, les Américains n'avaient semblé aussi pessimistes. L'économie est devenue le premier sujet de préoccupation des électeurs, devançant la question de la guerre en Irak.

Les candidats républicains ont abandonné pour un temps leurs discours de prédilection sur la menace terroriste, l'immigration, l'avortement ou les mariages des couples homosexuels pour répondre aux préoccupations plus terre à terre des électeurs. Se livrant à un duel à l'issue incertaine dans le Michigan, un État sinistré par la crise du secteur automobile, le sénateur de l'Arizona John McCain et l'ancien gouverneur du Massachusetts Mitt Romney ont chacun proposé leurs solutions à la crise.

Tous les emplois perdus ne reviendront pas, n'a pas craint d'affirmer M. McCain, fidèle à son image de « parler vrai », préférant insister sur la formation des chômeurs.

M. Romney à la recherche d'une victoire après ses décevantes secondes places dans l'Iowa et le New Hampshire, a assuré de son côté qu'il fournirait à l'industrie automobile les moyens de repartir de l'avant, quitte à mettre en cause les objectifs de baisse des émissions de gaz à effet de serre.

M. Romney, un riche homme d'affaires mormon, a indiqué qu'il resterait dans la course quelle que soit sa place aujourd'hui, mais une mauvaise performance dans le Michigan, où il est né et dont son père fut le gouverneur, pourrait sonner le glas de ses ambitions présidentielles, estiment des experts.

Selon plusieurs sondages, M. McCain fait la course en tête dans le Michigan devant M. Romney et l'ancien gouverneur de l'Arkansas Mike Huckabee, crédité de la troisième place.

Vainqueur en Iowa, M. Huckabee, qui a axé une grande partie de sa campagne sur la défense des classes moyennes devant la toute puissance de Wall Street, se



John McCain

concentre surtout ces jours-ci sur les primaires de Caroline du Sud prévues samedi.

L'autre espoir républicain Fred Thompson compte également sur la Caroline du Sud pour tenter de faire une percée tandis que Rudolph Giuliani continue de tout miser sur les primaires de Floride le 29 janvier.

En raison d'un différend entre la direction nationale et les instances locales du Parti démocrate sur la date des primaires, les candidats démocrates n'ont pas fait campagne dans le Michigan. Ils doivent se retrouver ce soir dans le Nevada à l'occasion d'un débat télévisé, le premier depuis les primaires du New Hampshire remportées par Hillary Clinton.

Mme Clinton demeure la favorite du camp démocrate au niveau national, mais son avance a fondu comme au neige au soleil au profit de M. Obama. Selon le sondage *New York Times*/CBS, 47 % des électeurs estiment que Mme Clinton a le plus de chance de remporter l'élection présidentielle de novembre tandis que 35 % citent M. Obama.

Agence France-Presse

EN BREF

Bush tente de rallier le roi Abdallah

Riyad — Le président américain George W. Bush a engagé hier les discussions avec le roi Abdallah avec la promesse d'une importante vente d'armes et l'intention de rallier l'allié saoudien à ses efforts pour contenir l'Iran et forger un accord de paix entre Israéliens et Palestiniens. Pendant son séjour d'un peu moins de 48 heures, M. Bush entendait convaincre le roi Abdallah de la nécessité d'isoler l'Iran et de soutenir son action en faveur de la conclusion d'un accord de paix entre Israéliens et Palestiniens avant la fin de l'année. Pour parvenir à ses fins, M. Bush est arrivé porteur d'une bonne nouvelle: son gouvernement a informé le Congrès américain de son intention de vendre pour quelque 120 millions de dollars d'armement à l'Arabie saoudite, a indiqué le porte-parole du département d'Etat, Sean McCormack. — AFP

Dix morts à Karachi

Karachi — Au moins dix personnes ont été tuées et une cinquantaine blessées hier dans l'explosion d'une moto piégée à Karachi, ont annoncé les autorités locales qui ont accusé les auteurs de l'attentat de chercher à déstabiliser le pays avant les élections. Le président pakistanais, Pervez Musharraf, qui se déplace rarement hors d'Islamabad pour des raisons de sécurité, était présent au moment du drame dans cette mégapole de 12 millions d'habitants, mais il était loin du lieu de l'explosion. Asif Ali Zardari, le mari de la dirigeante assassinée de l'opposition pakistanaise Benazir Bhutto, était quant à lui arrivé en avion, quelques minutes avant la déflagration, à Karachi, le fief politique du parti de Mme Bhutto. L'explosion hier de la moto piégée intervient au plus fort d'une vague sans précédent d'attentats, commis par des kamikazes dans la quasi-totalité des cas, et attribués aux islamistes proches d'al-Qaïda. Ces actions ont fait plus de 800 morts en 2007. — AFP

Des mineurs condamnés à perpétuité

Los Angeles — Plus de 200 personnes en détention à perpétuité sans possibilité de libération en Californie étaient mineures au moment de leur condamnation, a souligné hier le groupe Human Rights Watch (HRW) en appelant à mettre fin à cette situation. Dans un rapport de 100 pages intitulé *Ils me renverront chez moi quand je serai mort*, le groupe souligne que la pratique de condamner des mineurs à la prison à perpétuité avait été abolie presque partout. Selon ce rapport, 227 mineurs ont été condamnés à la prison à perpétuité sans possibilité de liberté conditionnelle rien qu'en Californie. HRW n'a trouvé que sept cas similaires dans le reste du monde. Et contrairement à des idées préconçues, ces condamnations n'ont pas seulement sanctionné des mineurs meurtriers, puisque 45 % des jeunes condamnés n'avaient pas commis eux-mêmes de meurtre. Nombre d'entre eux ont été envoyés en prison pour avoir participé à un crime ayant abouti à un meurtre. — AFP

Guatemala: Colom est assermenté

Guatemala — Alvaro Colom prêtait serment hier comme président du Guatemala avec pour objectif de créer « une social-démocratie avec un visage maya », lors d'une cérémonie rassemblant notamment le président brésilien Lula et le Vénézuélien Hugo Chávez. Le nouveau président a promis de lutter contre la délinquance dans un pays où 16 assassinats sont commis chaque jour et contre la pauvreté, qui touche la majorité de la population, en particulier les Indiens. Après des décennies d'un système politique ultralibéral qui a profité à l'élite, Colom a promis de mettre fin aux privilèges fiscaux, de lutter contre les bas salaires, d'améliorer le système de santé publique et il s'est prononcé contre les privatisations. Les Indiens, qui représentent 42 % des 13 millions de Guatémaltèques, espèrent beaucoup d'Alvaro Colom — un des trois chamans mayas à ne pas être d'origine indienne — bien qu'il n'ait nommé qu'un seul Indien dans son gouvernement, Jeronimo Lancerio, ministre de la Culture et des Sports. — AFP

ÉDITORIAL

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires MANON BELAND

Une auto de Chine ou de Windsor?

Deux nouvelles en provenance du salon de l'automobile de Detroit donnent à réfléchir: la première annonce l'arrivée prochaine sur le marché canadien de voitures bon marché fabriquées en Chine; la seconde nous apprend que deux des modèles les plus remarquables présentés par les Américains sont une Corvette et une Cadillac développant plus de 400 chevaux. Et l'on voudrait que nos gouvernements injectent des milliards pour ça?

Parce qu'ils ont refusé de s'adapter, les constructeurs nord-américains sont sur le point de perdre la guerre contre la concurrence asiatique. Non seulement n'ont-ils pas vu venir la hausse du prix de l'essence, mais ils ne sont même jamais parvenus à mettre en marché des produits aussi fiables que leurs concurrents.

Depuis plus de vingt ans, les noms de Ford, GM et Chrysler sont synonymes de médiocrité. Cet échec lamentable a mené à la fermeture de dizaines d'usines partout dans le monde. Il va sans dire que le Canada a subi les contrecoups de cette restructuration.

En Ontario, la seule province qui a profité sérieusement du pacte de l'automobile signé en 1965, les trois grands de l'automobile ont aussi annoncé des mises à pied, et le pire reste à venir. En effet, lors de la négociation du dernier contrat de travail aux États-Unis, le syndicat américain United Auto Worker a troqué l'assurance du maintien d'un certain nombre d'emplois contre des conditions de travail moins généreuses pour les futurs employés. On évalue que, d'ici à 2010, l'avantage américain sera de 25 \$ l'heure par rapport au Canada.

Cela fait dire au président de Chrysler, Tony LaSorda, et à Buzz Hargrove, des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), que le Canada doit réduire l'écart de coûts qui le sépare de pays comme le Mexique, la Chine et même les États-Unis. Comment? Pour Buzz Hargrove, il faudrait que les gouvernements versent 200 millions de dollars pour chaque milliard d'investissements des compagnies, rien de moins.

À la fin de leur mandat, les libéraux de Paul Martin avaient dit oui: cela a coûté un demi-milliard de fonds fédéraux et autant de fonds ontariens... et l'hémorragie s'est poursuivie.

Depuis ce temps, l'Ontario a mis une autre tranche de 650 millions à la disposition de l'industrie et demande à Ottawa d'en faire autant. Jusqu'à ce jour, le gouvernement Harper a résisté, se contentant de promettre un milliard en trois ans pour l'ensemble du secteur manufacturier canadien.

L'aide fédérale doit s'arrêter là. Non seulement l'Ontario a-t-il suffisamment profité de sa position privilégiée dans la fédération en s'arrogeant la quasi-totalité de l'industrie de l'automobile, mais financer la restructuration en cours équivaldrait à financer les TCA qui refusent de faire des concessions équivalentes en argent à celles des syndicats américains, mais qui demandent aux contribuables canadiens de combler l'écart avec les coûts américains.

Sous la pression des pays en développement, la construction de voitures à prix raisonnables est devenue presque impossible sans aides importantes des gouvernements. Avec l'arrivée de la Chine et de l'Inde, les pays développés ne produiront plus que pour certains segments du marché et concentreront leurs efforts sur la conception, le design, la technologie et la mise en marché des produits, comme c'est le cas depuis longtemps en électronique.

Soutenir les industries traditionnelles, fort bien! mais dans la mesure où les fonds publics servent à développer, ici, de nouveaux produits et de nouveaux créneaux d'avenir en investissant dans la recherche et le développement. Malheureusement, tout ce que demande l'industrie de l'automobile, c'est l'argent des contribuables pour réduire ses coûts à court terme... en attendant de déménager en Chine ou au Mexique. À cela, il faut dire non!

L'imbroglio kurde

Les parlementaires chiites et sunnites ont convenu de faire un front commun contre les Kurdes. Quand on sait que les premiers dépensent leur énergie à alimenter la culture du ressentiment les uns envers les autres, ce fait mérite d'être souligné trois fois plutôt qu'une. Il est en tout cas révélateur d'une profonde inquiétude: que les Kurdes fassent tout simplement sécession et signent de ce fait l'implosion de l'Irak.

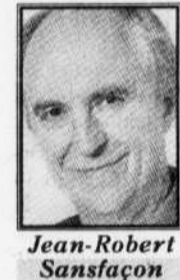
Il est vrai que, depuis l'été dernier, les dirigeants de la province kurde multiplient les gestes propres à angoisser les responsables chiites et surtout sunnites. Exemple spectaculaire entre tous, en août dernier les responsables du gouvernement régional ont décidé de composer leur propre loi d'exploitation du pétrole plutôt que d'attendre celle promise par le gouvernement central depuis des lunes.

Dans la foulée de l'adoption de ce texte qui implique une dénationalisation *de facto*, même si elle est régionale, de la production de l'or noir, les Kurdes ont conclu une série d'accords avec des compagnies étrangères pour l'extraction et le raffinage dans une région où sont concentrées les plus importantes réserves. Juste avant Noël, c'est à noter, la société norvégienne DNO indiquait que le volume d'hydrocarbures d'un des sites était en fait le double de celui estimé jusqu'à présent.

Du premier ministre Nouri al-Maliki au simple député, tout ce que la capitale compte de notables politiques s'emploie donc à contrer les Kurdes en clamant que l'or noir appartient à tous. Comme par hasard, voilà que le gouvernement central promet la présentation prochaine d'une loi sur le sujet après avoir tergiversé au cours des trois dernières années.

Comme par hasard (bis), ce même gouvernement vient d'adopter une loi autorisant la réintégration d'ex-baasistes dans la fonction publique et un certain nombre de corps de métiers. À ce propos, on se souviendra que la décision de renvoyer les ex-baasistes qui étaient ingénieurs ou policiers, enseignants ou médecins a eu pour effet pervers de nourrir les rangs des milices vouées à la défense des sunnites. Cela étant, la loi corrigée ce qui a été fait hier a été reçue avec des grimaces de dents au sein de la communauté kurde. On s'en doute, les ravages provoqués sur ordre de Saddam Hussein demeurent très vifs dans la mémoire collective d'un peuple à qui l'on avait promis l'indépendance au lendemain de la... Première Guerre mondiale.

À cette série de faits vient de se greffer une nouvelle susceptible de renforcer le sentiment national des Kurdes. De quoi s'agit-il? On a appris récemment que les militaires américains avaient communiqué à l'état-major turc des informations relatives aux mouvements des militants du PKK dans le nord de l'Irak pour faciliter le bombardement de leurs bases. Bref, la table est mise pour une déclaration unilatérale d'indépendance.



Jean-Robert Sansaçon

LETTRES

Qu'attendent-ils ?

Quand on me parle du Québec, je pense secteurs forestier et manufacturier. N'est-ce pas notre fierté à nous, les Québécois? Quand je lis les journaux, je vois notre gouvernement nous dire que «seulement 20 000 emplois ont été perdus». N'est-ce pas énorme? Ces personnes qui ont perdu leur emploi arriveront-elles à en trouver un autre? Le gouvernement tient-il vraiment compte de ces facteurs quand il dit n'avoir qu'un milliard à donner sur trois ans pour soutenir ces secteurs? Je ne crois pas. Je ne suis qu'une simple élève de cinquième secondaire, mais je vois quels sont les impacts de toutes ces fermetures d'usines dans le secteur forestier, car c'est chez nous. C'est dans nos vies. Le gouvernement attendra-t-il que le problème en soit venu à les concerner avant d'agir?

Cindy Bérubé
École Le Mistral, Mont-Joli,
le 13 janvier 2008

Assez, c'est assez

Comment voulez-vous que l'on ne soit pas cynique envers les politiciens quand on entend Stephen Harper lier l'aide aux travailleurs touchés par les difficultés économiques actuelles à la réélection de son gouvernement? Quelle immoralité! Quelle démagogie! Jean Chrétien, qui était pourtant très «ratoureux», n'est jamais descendu aussi bas. Mais faut-il être déconnecté de la réalité à un tel point? On nage dans des surplus de plusieurs milliards à Ottawa et on propose à peine un petit milliard échelonné sur trois ans. Il faudrait que quelqu'un se réveille dans cette capitale fédérale, à commencer par les élus québécois conservateurs qui semblent jouer le rôle de faire-valoir à leur chef. J'espère que tous les partis d'opposition saisiront la première occasion pour défaire ce gouvernement arrogant et méprisant envers les gens qui souffrent. Assez, c'est assez. J'espère qu'ils mettront à la porte ce premier ministre qui gouverne

non pas pour les citoyens, mais pour sa propre réélection. Le temps du cynisme est révolu.
André Tremblay
La Pocatière, le 11 janvier 2008

Perplexe et inquiet

À suivre le déroulement de la visite de George W. Bush au Moyen-Orient, c'est à se demander si la raison principale de son voyage est de relancer le processus de paix entre Israël et la Palestine ou de préparer l'opinion publique américaine et mondiale à la tenue d'une guerre prochaine contre l'Iran. Cette histoire de petits bateaux iraniens à moteur genre Evinrude qui encerclent et menacent les gros destroyers américains dans le détroit d'Ormuz a toutes les caractéristiques d'une tactique de propagande à la George W., tactiques auxquelles nous sommes hélas mal habitués. Et ces discours intempestifs prononcés en Arabie saoudite et dans les Emirats arabes contre ces méchants iraniens ennemis de la démocratie détonnent de fausses notes.

On dirait que George Bush n'a pas encore compris que l'on ne réussira jamais à régler les grands problèmes du monde par les menaces et la force des armes. Pour établir la paix, la seule voie possible et efficace est la détermination acharnée de vouloir faire de son ennemi un ami et d'agir en conséquence. C'est pourtant ce qu'ont fait de grands présidents américains avant lui, des présidents qui, à force de patience et de bons gestes, ont réussi à voir se transformer dans la paix l'ancienne URSS et la Chine, à en faire de grands partenaires commerciaux de plus en plus ouverts au changement.

Gilles Marleau
Orléans, Ontario, le 14 janvier 2008

Tollé contre VLB

À la suite de la publication de son texte d'opinion dans *Le Devoir* du 7 janvier dernier, quelques lecteurs se sont insurgés contre Victor-Lévy Beaulieu, comme s'il avait commis une

insulte irréparable. Cette charge groupée donnait presque l'impression d'une attaque commandée où les militants péquistes devaient démolir la prise de position de VLB.

Mais en fait, le raisonnement de VLB n'est-il pas le même que celui que bien des Québécois ont fait lors de la dernière élection? N'est-ce pas le même qui prévaut aujourd'hui et qui dit que, devant l'immobilisme des deux vieux partis, l'ADQ se présente comme la seule formation politique à amener des idées porteuses d'avenir? En vérité, il n'y a que l'ADQ qui amène du changement, et il n'est dès lors pas étonnant que les réactions soient fortes de la part de ceux qui préfèrent le *statu quo*.

La réaction démesurée des militants péquistes dans les journaux exprime bien cet état de fait: dès qu'un des leurs sort des sentiers battus, qu'il ose proposer quelque chose qui dérange un tant soit peu leur modèle d'immobilisme, ils le crucifient sur la place publique. Félicitations à VLB et au courage dont il fait preuve en appuyant l'ADQ!
Steve Boucher
Québec, le 12 janvier 2008

Inévitable ?

M. Larose incarne involontairement tout ce qui ne va plus au sein du mouvement souverainiste. À lui seul, il illustre très bien à quel point son discours est dépassé par les événements. Dans son long papier publié dans *Le Devoir* la semaine dernière, nous avons eu droit à une longue élaboration de stratégie menant à promouvoir et à réaliser l'indépendance. Pas un seul mot sur l'utilité, voire la nécessité du projet dans le contexte de 2008. Pas un seul mot sur la faveur populaire de son option et la presque impossibilité de renverser la tendance lourde. C'est comme si nous étions toujours rivés sur les célébrations à l'Aréna Paul-Sauvé le soir du 15 novembre 1976 et que l'indépendance était inévitable.

David Lépine
Montréal, le 11 janvier 2008

LIBRE OPINION

Des drames et des palmes

FRANÇOIS MUNYABAGISHA
Drummondville

Ce texte m'est inspiré par une certaine lecture médiatique de l'actualité américaine en ce début d'année, en l'occurrence le processus de l'élection présidentielle. De tout temps, ce qui se passe dans ce pays a retenu sous divers angles l'attention générale, particulièrement ici au Canada. Et pour cause: l'unique voisin canadien est très spécial. Quand il se mouche, ici on s'enrhume, quand il ferme l'immense frontière commune, il nous affame, quand il a faim, ici on mange du pain, quand il rêve, ici on veille, quand il part en guerre, on ramasse des pierres, quand il détruit des écoles on reconstruit des ponts, quand il allume des feux, on fournit des Casques bleus, quand il est tranquille, notre diplomatie prend des béquilles... Autant dire que le vent qui souffle sur ce voisin peut amener des nuages ou des éclaircies dans notre ciel selon notre position dans l'alligement des étoiles.

Mercredi dernier, sur les ondes d'une station radio montréalaise, un animateur-vedette a produit une tribune publique qui avait tout l'air d'un pari sur l'assassinat «probable» du prochain locataire de la Maison-Blanche, advenant que ce soit Barack Obama ou Hillary Clinton. De prime abord, cette idée m'a sidéré; le plaisir des auditeurs à se l'approprier m'a scandalisé.

Je n'ai pu me retenir de réagir sur-le-champ. Hélas, les ondes parviennent à tous en même temps, mais ne sont pas accessibles à tous. J'ai alors taillé mon vieux crayon que voici, profitant de la détente pour réentendre l'animateur et tenter de comprendre pourquoi ne pas s'y méprendre.

À quelle lecture en suis-je alors venu? D'abord, je remets en question l'intérêt de faire un pari sur la mort prochaine d'un bon leader, et je m'interroge aussi sur la frontière entre pari et souhait. Ne serait-on pas fondé de craindre de réveiller le diable ou lui servir d'alibi, et d'expiatoire du genre «C'était prévisible, il/elle aurait dû ne pas aller jusqu'au bout, on aurait mieux fait de pas voter pour...»? Ou plutôt serait-ce de bonne guerre pour faire replier l'électeur en lui disant que son vote risque d'être une balle dans la tête de la personne de son premier choix? Même si ça peut avoir l'air de cela, le pronostic évoque un bien plus triste et plus large phénomène, celui du mariage des drames et des palmes.

L'histoire nous montre que les grands noms et la notoriété roulent sur des roues tragiques. Hitler n'est-il pas le nom le plus tristement connu de notre ère? Sur un autre plan, ça prend des drames pour faire des monuments. Les guerres ne font pas que des morts, elles font aussi des généraux et des héros. Certains noms grandissent en mourant, comme les Kennedy, Martin Luther King, Sankara, etc. D'autres grandissent en luttant contre la tragédie, comme Gandhi, Thérèse de Calcutta, Paul Rusesabagina, etc. Quelques grands noms émergent des repousses herbeuses au milieu des cendres de l'horreur. Ce sont des affrontés, des orphelins, des veuves et veufs, des rescapés de désastres qui refusent leur main à la mort et s'inventent dans la dignité une raison de vivre, et un avenir. Tous ces noms sont nobles.

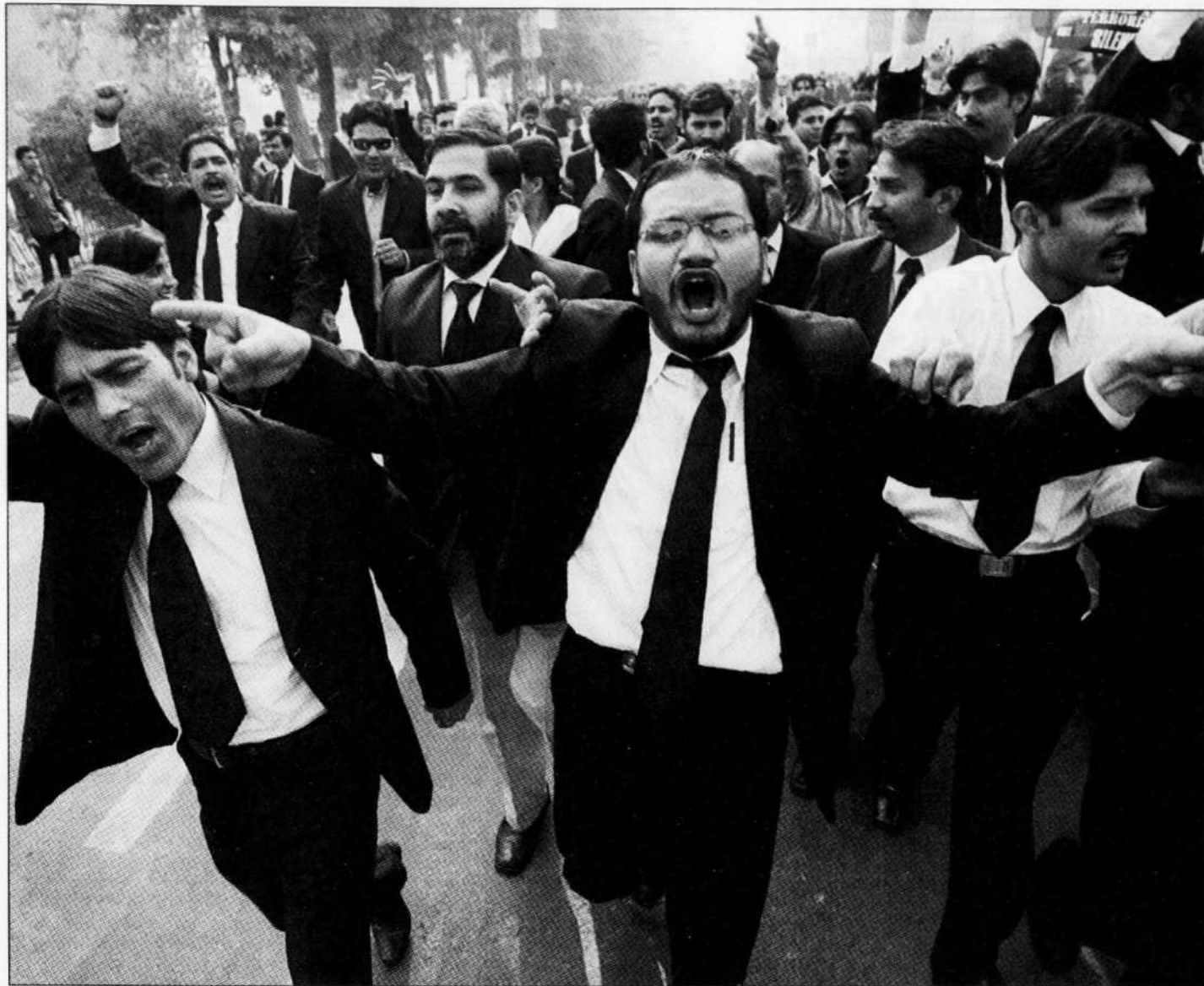
Hélas, il y a aussi des gens bénis des dieux des arts qui se font la renommée en prêtant leur voix aux échos d'horreurs. Ils parlent des crimes, de la barbarie, de tout ce qui n'est pas agréable à voir et captent plus d'attention que ne saurait faire un cé-

lébrant de mariage. Ici par exemple le nom de Paul Arcand s'écrit en grand avec des lettres de la tragédie des enfants et du documentaire *Les Voileurs d'enfance*.

Ailleurs, celui de Gil Courtemanche scintille sur un fond noir d'une lecture fantasmagorique des drames rwandais (référence au roman et au film *Un dimanche à Kigali*). Que je ne m'expose pas à mauvaises interprétations: je ne voudrais nullement incriminer ces messagers, ces porteurs de lampions. Je voudrais plutôt rougir des horreurs et de leurs acteurs, sans eux ces laborieux ou controversés auteurs vauqueraient noblement à d'autres occupations. Je voudrais aussi rougir contre notre société qui n'a plus de goût ni de rêve pour du bon, du positif, de l'agréable. Rares un journaliste sera reconnu pour avoir su livrer des bonnes nouvelles, mais à coup sûr les chroniqueurs nécrologiques et critiques sarcastiques ont le plein de sympathie de tout le public.

Ainsi, cet animateur risque de se frayer un chemin vers le temple de la renommée en annonçant en primeur la mort prochaine du futur locataire de la Maison-Blanche, s'il est une femme ou un Noir. Du coup, il aura, avec bien d'autres, donné un soupçon de coup de pouce à l'élevation du nom de la malheureuse victime. Ce faisant, l'animateur, qui a une mémoire d'éléphant, ne se doute pas de souffler dans des oreilles de potentiels assassins dormants, mais pour autant qu'il ne tienne pas la détente, on peut lui faire dire tout haut que les bons politiciens sont bons pour mourir et que morts ils nourrissent bien de gens. Ainsi disons: drames et grands hommages au futur président des États-Unis, palmes à ceux qui auront prédit l'impensable.

IDÉES



La société civile pakistanaise, les avocats notamment, n'hésite plus à descendre dans la rue afin de protester contre le gouvernement.

« Pakistan, Zindabad! »

JEAN-LOUIS BOURQUE

Politologue

C'est le cri de ralliement que l'on pouvait entendre dans le stade de tennis lors du Forum social mondial qui s'est tenu à Karachi en 2006. Dans une ambiance chauffée à bloc, ce cri de la foule était sans cesse repris: «Pakistan vaincra! Pakistan, en avant!» Il reflétait l'énergie désespérée d'un peuple qui veut s'en sortir.

On n'a jamais autant parlé du Pakistan que depuis le dramatique assassinat de Benazir Bhutto, à Rawalpindi, le 27 décembre 2007, à l'endroit précis où avait été assassiné, en 1951, le premier ministre Liaquat Ali Khan. Rawalpindi est une ville de garnison, le siège de l'armée pakistanaise et de ses puissants services secrets. Simple coïncidence? Benazir Bhutto, femme de pouvoir pour les uns et madone de la démocratie pour les autres, n'est plus. Elle incarnait l'espoir d'un changement, d'un peu plus de liberté dans ce coin du monde dangereusement survolté.

Une histoire chargée

L'histoire du Pakistan, c'est une succession de coups d'État militaires et d'assassinats politiques, entrecoupés de brèves périodes d'accalmie et d'ouverture démocratique, ardemment souhaités par une partie de la société civile de plus en plus éclairée et responsable.

L'avenir de ce pays de 164 millions d'habitants ne peut laisser personne indifférent. Il risque d'avoir d'énormes répercussions quant aux possibilités d'évolution d'un État islamique, vers un État de droit démocratique capable de promouvoir des valeurs de paix, de solidarité et de justice sociale. Que le Pakistan y parvienne et puisse connaître ainsi une certaine stabilité serait un énorme pas en avant, non seulement pour la région mais aussi pour l'ensemble de la communauté internationale.

On en est loin. Le Pakistan, en ce début de l'an 2008, est un véritable «vortex politique», selon l'expression de Jacques Attali: l'œil d'une tornade qui pourrait engendrer un séisme planétaire dont l'épicentre serait le Pakistan.

Pour comprendre ce Pakistan où la démonstration de force dégénère si rapidement en violence, il importe d'en connaître la situation géographique et l'histoire politique. Le nom même de Pakistan est un amalgame imaginé par le poète Mohamed Iqbal en 1940. Il est formé des initiales de cinq provinces de l'Inde qu'il souhaitait voir accéder à l'indépendance: le Panjab, l'Afghanistan, le Cachemire, le Sind et le Baluchistan.

Mosaïque de peuples

Depuis cette indépendance acquise en 1947, à la suite de la partition de l'Inde britannique, le Pakistan a attiré des millions de musulmans. À l'ouest de l'Inde, le Pakistan occidental est voisin de l'Irak et de l'Afghanistan. À l'est de l'Inde, le Bengale oriental voisin de la Chine va devenir en 1971 un état distinct: le Bangladesh actuel.

Historiquement, le Pakistan n'est pas une nation, mais plutôt une vaste mosaïque de peuples et de tribus regroupés dans un pays à 97 % musulman. Ce pays deviendra très rapidement la première et la seule puissance nucléaire islamiste de la communauté internationale, grâce au D' Kahn qui partagera les se-

crets de la bombe atomique avec la Libye, l'Irak et la Corée du Nord.

En 1956, le Pakistan, (mot qui signifie, aussi en ourdou, «pays des purs») devient une République fédérale avec un président et un parlement, mais fortement centralisée. Zulfikar Ali Bhutto, le père de Benazir, en devient premier ministre. En 1965, il devra gérer une guerre avec l'Inde à propos du Cachemire. En 1966, il fonde le Parti national du peuple pakistanais (PPP), un parti qui se soucie des couches populaires et qui cherche à faire naître une classe moyenne qui saurait lutter contre l'ignorance, l'analphabétisme, des discriminations et la pauvreté. Il est renversé par le général Ayyub Khan.

Après la partition du Bangladesh, Zulfikar Bhutto redevient premier ministre du Pakistan. En 1977, accusé du meurtre d'un dissident du PPP par celui-là même qu'il a nommé à la tête des armées, le général Zia-ul-Haq, il est emprisonné, torturé, puis pendu deux ans plus tard.

Entrée en piste de Benazir

En 1981, le gouvernement de Washington décide d'intervenir dans la région afin de lutter contre l'expansionnisme soviétique en Afghanistan. Il envoie 40 avions de combat F-16 à Karachi. En 1984, la fille de Zulfikar Bhutto, menacée, quitte le Pakistan pour aller parfaire ses études et sa formation à Oxford en Angleterre. Le général Zia meurt dans un accident d'avion en 1988. Le PPP remporte alors les élections, et Benazir Bhutto, rentrée au pays, devient la première femme élue première ministre d'un pays musulman, un précédent unique au monde.

Benazir sera démise en 1990 par l'armée et la droite islamiste, puis réélue par les couches populaires en 1993. En 1996, elle est de nouveau destituée par un autre général d'armée, Pervez Mousharraf et remplacée par Nawaz Sharif, de la Ligue islamiste de droite. En 1999, Mousharraf devient premier ministre à la suite d'un coup d'État militaire. Benazir est contrainte à l'exil, à Dubaï, et se garde en réserve de la République.

Au lendemain du 11 septembre 2001, Mousharraf reçoit un ultimatum des américains: «Ou vous êtes pour nous, ou vous êtes contre nous!» Il se range alors du côté des États-Unis dans la lutte contre le terrorisme et sera grassement financé par Washington et les Saoudiens: 10 millions de dollars pour capturer Oussama ben Laden, et 10 milliards de dollars entre 2001 et 2007 pour lutter contre les talibans.

La société civile reprend ses droits

Cette manne aura pour effet de renforcer la dictature militaire de Mousharraf qui se permet allègrement de consacrer plus de 70 % du budget de l'État aux dépenses militaires (bombes nucléaires, fusées, avions, canons, chars d'assaut, fusils mitrailleurs, etc.) et 3 % seulement aux dépenses en santé et en éducation (hôpitaux, centres de recherche, laboratoires, écoles, collèges et universités).

Pourtant la société civile prend peu à peu conscience de ses forces. On a vu les citoyens et même les citoyennes s'exprimer avec force lors du Forum social mondial de Karachi qui a regroupé des milliers de militants altermondialistes en avril 2006. On a pu y entendre comment le Pakistan Fisherfolk Forum (PFF), puissant syndicat de pêcheurs qui regroupe 125 000 membres et représente 15 millions de personnes, a fait reculer le gouvernement Mousharraf, comment le mouvement des Dalits, ces intouchables hors caste damnés de la terre qui sont 260 millions dans le Sud-est de l'Asie, a su se faire entendre au Pakistan même, et por-

ter sa cause devant les Nations unies. Des centaines de citoyens militants, des avocats et des juges ne craignent plus de descendre dans la rue, n'acceptent plus d'être muselés par les menaces d'un régime dictatorial. À Karachi, on scandait partout: «Pakistan Zindabad!»

L'espoir d'un retour à la démocratie s'est ravivé avec la renonciation de Mousharraf à son titre de commandant en chef des forces armées et son engagement à tenir des élections législatives démocratiques. Le dramatique assassinat de Benazir Bhutto va-t-il mettre provisoirement un frein à cet espoir de voir naître une vraie démocratie au Pakistan?

Soixante ans de désordres, de guerres, d'attentats terroristes, de dictature militaire et d'une coopération économique inefficace qui ne porte pas ses fruits n'ont pas empêché le morcellement d'une société civile consciente de la nécessité d'une réforme de la Constitution de 1956. Celle-ci permet au président de démettre un premier ministre et de limoger un juge de la Cour suprême, quand ils ne font pas son affaire, ou de suspendre les libertés civiles et d'emprisonner les avocats qui s'opposent à ses décisions.

Le peuple pakistanais est las du terrorisme qui tue femmes, enfants et soldats. Il accepte mal les interventions maladroites des américains, embourbés en Irak, incapables de vaincre al-Qaïda et de capturer Oussama ben Laden. Il redoute les talibans devenus fanatiques et extrémistes, autant que la dictature militaire qui louvoie sournoisement d'un allié à l'autre et qui joue sur un climat de psychose délibérément entretenue.

Le peuple n'a plus confiance en Mousharraf, qu'il soupçonne d'être responsable de la mort de Benazir Bhutto, ne serait-ce que par l'absence de mesures de protection qui devaient être mises en place. Dans le climat de révolte provoqué par la mort de Benazir, des élections honnêtes et non truquées sont-elles pensables? Quels sont les choix?

Une leur d'espoir

En 2001, le parti de la Ligue musulmane pakistanaise (PML) s'est scindé en deux factions: le parti du président Mousharraf et la formation de l'ancien premier ministre Nawaz Sharif. Des élections normales le 18 février prochain, pourraient favoriser le PPP dans la mesure où la dynastie Bhutto (Asif Zardari, le mari de Benazir et son jeune fils Bilawal) va vraisemblablement bénéficier d'une énorme vague de sympathie populaire. Or, Asif Zardari n'a jamais fait la preuve de la moindre compétence politique et Mousharraf a eu tout le temps d'organiser une fraude généralisée. Ces élections sont donc porteuses d'une charge considérable de dangereuse espérance.

Le peuple pakistanais n'en peut plus du dysfonctionnement brutal de son gouvernement. Il a besoin d'ordre, de stabilité, de modération, il a besoin de liberté, de dignité et de démocratie. C'était le projet d'Ali Bhutto. Il a osé croire qu'une femme, sa fille, pourrait guider son peuple au-delà des luttes tribales et des rivalités islamiques, au-delà de la férocité de la dictature militaire, au-delà de la dépendance aux pressions égoïstes des américains, orgueilleusement naïfs, mais cyniquement manipulés par les manœuvres tortueuses de leur normal protégé.

Ali et Benazir Bhutto ont offert à leur peuple une leur d'espoir. Elle n'est pas morte, mais elle demeure l'espoir fou d'une cohésion nationale qui n'a pas trouvé ses chefs, mais qui a ses martyrs et son cri de ralliement: Pakistan, Zindabad!

Pourquoi l'Iran représente un danger pour le monde

ALAIN-MICHEL AYACHE

Spécialiste du Proche et Moyen-Orient et professeur au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal

A priori, quelqu'un qui pose cette question est souvent accusé d'anti-iranisme primaire, mais surtout d'être sur le payroll des services secrets américains! Or, il est tout à fait légitime de parler de danger émanant de Téhéran et qui pourrait même être imminent et pour cause!

Premièrement, nul n'ignore que la dynamique actuelle au Proche et Moyen-Orient est non seulement conflictuelle, mais surtout explosive et capable d'affecter l'économie mondiale à cause notamment du pétrole. À cela s'ajoute le jeu trouble fait de Mahmoud Ahmadinejad dont le bras de fer avec Washington commence à prendre des tournures de compte à rebours avant une confrontation armée entre l'Iran et les États-Unis. D'ailleurs, les dernières manœuvres de bateaux rapides iraniens dans les eaux du Golfe face à la marine américaine sont en soi une indication que les Iraniens ne rendront pas les choses faciles aux Américains.

La course à la nucléarisation

Deuxièmement, malgré le fait que le dossier nucléaire iranien n'est pas techniquement assez développé pour représenter une menace pour la sécurité du monde, il n'en demeure pas moins qu'il a poussé le monde arabe à vouloir se nucléariser, menant ainsi indirectement la région à une course pour le réarmement sophistiqué, voire à la longue, nucléaire!

D'ailleurs, cela s'est presque concrétisé récemment avec la signature entre Paris et Alger d'une entente pour la construction d'une centrale nucléaire «civile» pour pallier la demande grandissante en énergie productive! Or, voilà que le président français Nicolas Sarkozy récidive: cette fois-ci, c'est en pleine région du Golfe où il devrait signer une entente avec les Émirats arabes unis pour la construction d'une centrale nucléaire visant à répondre à la demande énergétique dont les Émirats ont besoin — du moins officiellement — pour répondre à la demande locale des industries.

Toutefois, là où la thèse de la course à la nucléarisation de la région semble se mettre en place, c'est bel et bien avec les deux demandes supplémentaires que Paris vient d'obtenir: l'une en provenance de Riyad (Arabie saoudite) et l'autre de Doha (Qatar), de quoi rendre perplexes les Américains, au grand plaisir de la diplomatie française!

Téhéran-Damas ou l'axe du mal

Troisièmement, le tandem Téhéran-Damas représente l'axe du mal par excellence pour la déstabilisation tous azimuts de la région. En effet, cette alliance stratégique entre Ahmadinejad et Assad semble être, pour les Américains, une tentative machiavélique qui vise à étendre la tension et les conflits à l'ensemble des pays de la région tant et aussi longtemps que Téhéran et Damas n'auront pas obtenu des concessions diplomatiques de la part des États-Unis.

Des concessions qui peuvent se traduire pour Téhéran par un contrôle maritime du golfe «Persique», mais surtout par l'achèvement du programme nucléaire «civil», dans une tentative de mettre une fin à la domination sunnite de la région. En soi, cette option ne déplaît pas tout à fait à Washington, dans la mesure où l'axe chiite en gestation pourrait mettre un terme, ou du moins s'opposer, à la montée sunnite intégriste dans la région dominée par les sunnites principalement depuis la chute du Shah en 1979.

Faut-il rappeler que les auteurs des attentats du 11-Septembre étaient tous sunnites et la plupart saoudiens? Or, le problème qui existe actuellement ne réside pas dans la nucléarisation «civile» de l'Iran, mais plus dans la personnalité misogyne de son président, qui lui, aurait éventuellement un jour le doigt sur le bouton! Ce qui pousse les stratèges américains à lui trouver un remplaçant.

Or, le problème réside dans le fait que depuis leur retrait forcé d'Iran en 1979 et la fameuse crise des otages qui a suivi l'avènement de l'ayatollah Khomeiny au pouvoir, Washington et notamment la CIA ont perdu tous leurs «outils» sur le terrain iranien. Toutefois, aujourd'hui, il semblerait que des alternatives à Ahmadinejad peuvent se trouver dans les personnes des modérés en Iran même, tel l'ex-négociateur en chef du dossier nucléaire iranien et opposant politique d'Ahmadinejad, Ali Larjani, qui a l'intention de se présenter dans les prochaines élections législatives au mois de mars. Dans un cas de succès, il ne serait pas étonnant que le bras de fer entre Washington et Téhéran s'estompe surtout si Larjani accédait plus tard à la magistrature suprême de l'Iran.

À regarder de près la carte de la région, l'on s'aperçoit que les Américains tentent actuellement coûte que coûte de pratiquer la politique de l'engagement de l'Iran. D'ailleurs, au Nord-Ouest, la Turquie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, tous alliés des États-Unis, et à l'Ouest, l'Irak et au Sud-Ouest les pays du Golfe Arabo-Persique répondent à l'appel de Washington comme en témoignent la visite récente du président Bush dans la région et les ventes d'armes sophistiquées américaines à ces pays.

Au Nord-Est, le Turkménistan et l'Afghanistan sont inconditionnellement à la merci des aides américaines... et canadiennes, alors que la seule variable restante située au Sud-Est de l'Iran — le Pakistan —, et qui pourrait représenter un danger pour cette politique d'engagement américaine, semble se diriger droit vers la chaos ou l'État d'urgence à la suite de l'assassinat de l'ex-premier ministre Benazir Bhutto. Si dans les semaines à venir, la démocratie reprend son chemin à Islamabad, ou si l'État d'urgence est instauré d'une main de fer, le Pakistan pourrait boucler la boucle autour de l'Iran qui sera ainsi complètement isolé. Si, par contre, le président Mousharraf échoue dans sa tentative de regagner le contrôle de la sécurité du pays, le Pakistan pourrait alors virer vers le chaos et une guerre civile, rendant caduque un engagement total de l'Iran!

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandree Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Emilie Folie-Boivin, Vincent Cauchy (communis internet) Laurence Clavel (pupitre), Philippe Papineau (pupitre), Louise-Maude Rioux Soucy (Santé), Pauline Gravel (sciences), Michel Garneau (caricaturiste), Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes), à l'information culturelle: Michel Bélar (directeur et cahier Culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma/Isabelle Paire (culture), à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), à l'information politique: Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutriscac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (secrétaire à la rédaction), Emilie Parent Bouchard, Étienne Pilonon-Emond (communis à la rédaction), La documentation: Gilles Paré (directeur), Manon Derome, Olivier Spécel (Québec), Monique Bherer (Ottawa), LA PUBLICITÉ Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron (directeur adjoint), Julie Chretien, Marlene Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Claire Paquet, Genevieve Pierrat, Chantal Rainville, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebat, Mélanie Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire), LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits, Olivier Zuida, INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc, Jean-Robert Divers (responsable promotion), L'ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lalleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

RÉSERVISTES

SUITE DE LA PAGE 1

Les réservistes ne sont pas des soldats à temps plein. Ils consacrent leur vie à un autre métier au Canada, d'où le vocable de «militaire à temps partiel» souvent utilisé dans l'armée. Ils doivent toutefois être au service de l'armée entre 30 et 45 jours par année pour suivre des formations. C'est un travail bénévole, sauf lorsqu'ils sont en service actif. Les réservistes qui se portent volontaires pour être déployés en Afghanistan doivent donc prendre un congé sans solde de leur emploi habituel durant toute leur mission à l'étranger (six à neuf mois), mais aussi pour s'entraîner avec les autres militaires avant le départ.

Selon le lieutenant-colonel Ian Creighton, la grande proportion de réservistes dans le prochain contingent n'est pas une exception. «Je ne serais pas surpris de voir autant de réservistes pour la rotation 6 qui partira en août 2008, car elle viendra du centre du pays [Ontario], et la force régulière n'est pas abondante dans cette région.» Le groupe de soldats qui prendra place en Afghanistan à partir de mars prochain provient de l'Ouest du pays, principalement du Princess Patricia's Canadian Light Infantry (PPCLI) d'Edmonton.

Avant de s'embarquer pour Kandahar, les réservistes reçoivent le même entraînement que les soldats de la force régulière. Ils vont donc au Texas, où l'on simule les conditions de combat de l'Afghanistan. A Kandahar, plusieurs mènent des missions tout aussi dangereuses que les soldats réguliers, escortant des convois et livrant bataille aux talibans. Depuis 2001, huit réservistes canadiens ont perdu la vie en Afghanistan (sur 76 décès).

«Sans les réservistes, il serait extrêmement difficile de

poursuivre la mission en Afghanistan, dit le lieutenant-colonel Ian Creighton. Ils sont très importants, particulièrement pour une longue mission.»

Pourquoi autant de réservistes?

Les Forces canadiennes utiliseront un nombre record de réservistes pour deux raisons: le manque de ressources au milieu d'une mission exigeante et le besoin de pourvoir des postes précis qui demandent une expérience recherchée.

«Il n'y a aucun doute que nous avons besoin de plus de soldats dans la force régulière, je ne peux pas le nier, affirme le lieutenant-colonel Ian Creighton. Mais est-ce la seule raison pour laquelle nous allons déployer autant de réservistes à l'étranger? Non. C'est aussi parce que nous voulons avoir la meilleure équipe sur place, peu importe d'où provient le soldat. Pour nous, le soldat régulier et le soldat à temps partiel font partie de la même armée, et il faut utiliser leur compétence.»

Ian Creighton cite l'exemple des médecins, qui ne sont pas assez nombreux dans la force régulière pour à la fois assurer les soins dans les différentes bases canadiennes et soutenir une mission à l'étranger. L'armée doit donc demander à des médecins réservistes qui pratiquent dans des cliniques ou des hôpitaux s'ils veulent bien s'engager pour une période de six à neuf mois en Afghanistan.

De plus, certaines tâches à Kandahar sont entièrement assurées par des réservistes. C'est le cas des soldats qui forment l'unité de Coopération civilomilitaire. Ces derniers font le lien entre l'armée et les Afghans pour mener à bien des projets de reconstruction. L'unité des Opérations psychologiques renferme elle aussi exclusivement des réservistes. Cette unité



FINBARR O'REILLY REUTERS

Des soldats canadiens épuisés après de durs combats dans la région de Kandahar, en novembre dernier. Les réservistes qui prendront la relève seront soumis au même régime.

discrète a été mise en place par l'OTAN pour faire de la «propagande honnête» auprès des Afghans, comme le révélait *Le Devoir* le 23 avril dernier.

Aucune obligation

Les réservistes n'ont aucune obligation de s'embarquer pour Kandahar. La dernière fois que le gouvernement a obligé par décret les réservistes à participer à un conflit, c'était lors de la Seconde Guerre mondiale.

Selon le colonel à la retraite Alain Pellerin, qui est aussi directeur exécutif de la Conférence des asso-

ciations de la défense, les Forces canadiennes peuvent se permettre d'avoir plus de réservistes en Afghanistan parce que la sécurité sur le terrain s'améliore. Il cite des chiffres: entre août 2006 et mars 2007, 26 militaires canadiens sont morts dans la région de Kandahar. Entre mars 2007 et août 2007, 23 soldats ont perdu la vie. Or, depuis que les soldats québécois sont en Afghanistan, en août dernier, sept militaires sont morts.

«Les gars sont mieux préparés, mieux équipés, et l'armée apprend de ses erreurs. Il y a du progrès en matière de sécurité, alors on peut se permettre d'inclure plus de réservistes», dit Alain Pellerin. Le nombre de volontaires parmi les réservistes est aussi très élevé, ce qui permet à l'armée de combler ses besoins, soutient-il.

Mettre à l'œuvre autant de réservistes dans une mission n'est toutefois pas une première historique. En septembre 1993, lors d'une opération du PPCLI d'Edmonton (encore) en Bosnie, dans la région de Medak Pocket, pas moins de 40 % des 875 soldats canadiens étaient des réservistes. Une situation toute fois exceptionnelle.

Depuis 2000, plus de 4000 membres de la première réserve ont été déployés lors d'opérations menées par les Forces canadiennes, largement en Afghanistan, mais aussi en Bosnie, en Croatie et à Haïti. La force régulière compte 64 000 soldats, alors que la réserve renferme 34 000 militaires à temps partiel. Dans le cas de la mission afghane, les réservistes les plus sollicités sont ceux appartenant à l'armée de terre, qui compte 25 000 soldats à temps partiel sur les 34 000.

Le Devoir

SCHTROUMPFS

SUITE DE LA PAGE 1

Ce qui aurait pu rester une blague de potaches est imprimé quelques mois plus tard, le 23 octobre 1958, dans les pages du magazine *Spirou*, lecture obligatoire des enfants de l'époque.

Dans une aventure de Johan et Pirlouit, principaux héros de Peyo avec Benoît Brisefer, une petite voix s'éleva en bas d'une case et dit sur un ton indigné: «Vous ne pouvez pas regarder où vous mettez vos schtroumpfs? Vous avez failli me schtroumpfer!»

Yvan Delporte, rédacteur en chef de *Spirou* et scénariste de la série, invente alors les mini-bandes dessinées que l'on peut découper, plier et cacher dans les livres de classe en prenant un air studieux tout en rêvant au monde des bandes dessinées: tout petits, les Schtroumpfs se prêtent idéalement à l'exercice.

Le mouvement est lancé et va dévorer toutes les autres créations de Peyo avec trente albums à ce jour, malgré une qualité de dessin limitée par rapport à l'artiste qu'est Franquin.

Succès planétaire

Les petits lutins à la peau bleue et au bonnet blanc — à l'exception du Grand Schtroumpf barbu au bonnet rouge qui, comme dans *Astérix* et *Obélix*, fait office de druide inventant des potions magiques — envahissent la Belgique, la France, l'Europe et le monde.

Munis d'une mini-queue, ils sont tous identiques, ont tous 100 ans, sauf le Grand Schtroumpf, qui en a 542, et vivent une existence paisible dans leur village un peu gauchois: leur seul travail est d'entretenir le barrage qui leur fournit l'eau, de chercher de la salsepareille, leur friandise préférée, et d'échapper à l'effroyable sorcier Gargamel et à son chat Azraël.

Les 101 personnages hauts comme trois pommes et chauves sous leur bonnet — à l'exception de l'affriolante Schtroumpfette blonde qui fait schtroumpfer la tête de tous les habitants du village où les champignons sont des maisons — font fureur.

Le succès deviendra planétaire lorsqu'un pont de studio américain de dessins animés Hanna-Barbera offre une peluche à l'effigie des Schtroumpfs à sa fille et décide d'en faire une série télévisée qui connaîtra un succès fulgurant en 272 épisodes.

Les Schtroumpfs peuvent donc se targuer d'être plus connus outre-Atlantique que *Tintin* ou *Astérix*, et les enfants du monde entier connaissent les Smurfs et autres Schlumpfs, Smolfs, Pitufofs, Puffos, Sumafus, Lan-Shin-Ling et Torpikéks.

Les Schtroumpfs ne sont pas communistes

Contrairement à Hergé, à qui cela a valu quelques ennuis, Peyo n'a que très rarement fait des incursions dans la politique, sauf pour faire référence aux problèmes linguistiques belges, lorsqu'une partie des Schtroumpfs entend «schtroumpfer» quand l'autre partie comprend «schtroumpfer».

Mais Thierry Culliford, le fils de Peyo, a coupé vendredi les ailes à un rumeur qui court sur Internet et qui présente l'œuvre de son père comme une allégorie du communisme avec le Grand Schtroumpf en Karl Marx dirigeant une société égalitaire menacée par le méchant capitaliste Gargamel.

«Mon père ne s'est jamais intéressé à la politique», a-t-il dit en expliquant que 1951 était l'année... de son mariage avec Nine, et non celle de son adhésion au parti communiste.

Peyo s'est éteint en 1992, épuisé par le rythme industriel imposé par les studios américains et parce qu'il voulait tout contrôler, en bon artisan amoureux du travail bien fait qu'il était resté.

Mais sa famille se charge de faire fructifier l'héritage.

Depuis sa mort, 15 albums ont été publiés dans les studios qui portent son nom, les produits dérivés se sont vendus à des centaines de millions d'exemplaires et les Schtroumpfettes vont se multiplier pour s'adapter à la mode du politiquement correct, parité oblige.

Un film d'animation utilisant la technologie numérique est en préparation, et l'extrait diffusé vendredi par ses concepteurs montre que les Schtroumpfs gagneront en réalisme — on croit voir Shrek — ce qu'ils auront perdu en poésie.

Reuters

SUITE DE LA PAGE 1

à 20 ans le physicien Pierre Couture, un projet que l'équipe de ce chercheur proposait de mener à terme pour 1997 avec une trentaine de millions supplémentaires qu'Hydro-Québec leur a refusés.

La seule différence importante entre le concept de Volvo et celui de Pierre Couture est l'emplacement de la génératrice, que le constructeur suédois place à l'avant de la ReCharge alors que les prototypes québécois de l'équipe Couture la situaient à l'arrière pour réduire les séquelles d'une collision frontale.

Mais, essentiellement, cette Volvo hybride est, comme le projet de Traction-Couture des années 90, une voiture à quatre roues motrices qui abrite chacune dans leur jante de puissants moteurs électriques. Le groupe des batteries, situé à l'arrière sous le siège du passager, permet à la voiture de rouler 100 km sur ses seules réserves d'électricité. L'usage moyen peut ainsi faire des allers-retours au travail pendant toute une semaine en mode électrique uniquement et recharger sa voiture durant la nuit, alors que le réseau électrique est au ralenti et que, aux États-Unis, l'électricité coûte moins cher.

Contrairement à la Prius et à la plupart des voitures hybrides actuelles, la Volvo n'utilise absolument pas de moteur à essence pour sa traction. Son moteur à essence, pour l'instant véritablement surdimensionné avec ses 81 kWh et à terme disponible en version diesel, sert strictement à recharger les batteries lithium-polymère lorsque leur charge se réduit à environ 30 %. L'entraînement des roues se fait exclusivement grâce aux moteurs électriques qui, en version moteur-roue, sont beaucoup plus efficaces énergétiquement. Ce qui se reflète sur les performances de la voiture: elle peut atteindre 100 km en 9 secondes et rouler à 160 km/h avec une autonomie qui n'a rien à envier aux voitures classiques.

Pour Pierre Langlois, un physicien qui s'apprette à publier au début de l'été un livre intitulé *Rouler sans pétrole* aux Éditions Multimondes, Hydro-Québec a fait preuve «d'amateurisme et d'un manque de vision» étonnant en refusant de financer la poursuite du projet de traction Couture, «car le Québec avait alors 20 ans d'avance sur le reste de l'industrie». On répète aujourd'hui dans les corridors d'Hydro-Québec qu'en allant proposer le projet de traction Couture aux grands constructeurs automobiles pour les inciter à l'acheter, «c'était comme si l'inventeur de l'ampoule électrique était allé demander aux fabricants de lampes à l'huile ce qu'ils en pensaient». Ils ont boudé le projet, mais sont tous venus voir, et GM avec sa Volt, puis maintenant Volvo, qui travaille en synergie avec Ford, ont compris et lancent

MOTEUR-ROUE

des projets similaires sans même tendre la main à TM4, la filiale familiale d'Hydro, chargée de développer l'héritage de Pierre Couture mais sans les idées que l'équipe avait en tête.

Selon le physicien Pierre Langlois, les hybrides «plug-in», comme on les appelle aux États-Unis pour désigner notamment la nouvelle version de la Prius de Toyota, sont plus efficaces. Ces hybrides de deuxième génération, capables d'une certaine autonomie en mode tout électrique, rechargent leurs batteries avec leur moteur à essence uniquement lorsque la réserve d'électricité est trop basse. On recharge d'abord leurs piles la nuit sur le circuit électrique de la maison ou en partie le jour à l'aide de panneaux solaires.

Mais c'est, explique Pierre Langlois, avec une traction tout électrique, comme celle de la Volt ou de la Volvo que l'on arrivera à diviser par deux ou trois la consommation d'essence d'un véhicule classique. Et, ajoute-t-il, c'est avec le moteur-roue que l'on atteindra le sommet de l'efficacité énergétique de la filière hybride parce qu'étant plus puissants en mode de freinage, ces moteurs peuvent recharger les batteries avec des niveaux de puissance hors de portée des hybrides actuelles, qui peuvent récupérer tout au plus entre 15 et 20 % de l'énergie qui se perd au freinage, dit-il. C'est d'ailleurs ce niveau d'efficacité qui permet à la ReCharge d'atteindre un niveau d'efficacité de 12 kWh au 100 km, une dépense de 72 cents au Québec.

Volvo n'est pas le seul constructeur à travailler sur le moteur-roue, qu'il a perfectionné avec la société anglaise PML Flightlink. La firme hollandaise E-Traction produit déjà des autobus équipés de deux moteurs-roues, avec génératrice en appoint, qui réduisent de trois à quatre fois sa consommation de pétrole.

Une batterie révolutionnaire

Mais la grande révolution des voitures de demain semble se préparer en marge des percées technologiques présentées à Detroit, quoiqu'une hybride en apparence peu performante, l'utilitaire sport XH-150 de AFS Trinity, soulève le voile sur le remplacement des batteries classiques par des super-condensateurs.

Les batteries classiques n'aiment pas les recharges trop violentes ni les dépenses d'électricité trop subites. Elle chauffent alors et, dans certains cas, il y aurait même des risques d'explosion. Mais en utilisant des super-condensateurs, insensibles aux charges puissantes, AFS alimente et exploite des batteries classiques en ne leur imposant pas les surcharges ou décharges extrêmes, une tâche confiée au super-condensateur.

Mais c'est du côté de la société EESstor, une petite firme qui n'a même pas un site Internet et qui cache ses activités comme s'il s'agissait d'un secret militaire,

que les yeux de la communauté scientifique se tournent depuis deux ans avec curiosité et scepticisme, c'est selon.

Cette société a breveté un super-condensateur qui pourrait tout simplement remplacer les batteries dans les voitures, mais avec un niveau de performance qui en ferait de véritables dinosaures technologiques, y compris les plus performantes actuellement.

À poids égal, ces super-condensateurs seraient capables de stocker de 1,5 à 2,5 fois plus d'électricité que les meilleures batteries actuelles pour 12 à 25 % du coût. Entre des plaques de céramique, cette société utilise des poudres qui contiennent un mélange de titane et de barium. Il n'y a donc aucune réaction chimique durant la charge ou la décharge, donc aucune possibilité de surchauffe. Et un pareil super-conducteur pourrait être rechargé entre 4 et 6 minutes. Selon Pierre Langlois, «la beauté de cette technologie, c'est qu'elle permet environ un million de recharges avant d'épuiser le super-condensateur, ce qui signifie que l'on pourrait l'utiliser tous les jours pendant 2740 ans! En somme, on vendrait son auto, mais on garderait son module d'énergie!»

EESstor a causé une énorme surprise en 2007 lorsqu'elle a annoncé avoir conclu une entente avec la ZENN Motor Co de Saint-Jérôme, le seul constructeur nord-américain d'une voiture tout électrique fonctionnelle, que Québec, soit dit en passant, n'a pas encore autorisée à rouler sur ses routes québécoises, attendant sans doute un autre pied de nez qui viendra d'un État américain ou de la Colombie-Britannique.

Mais ceux qui doutaient de l'intérêt des recherches en cours chez EESstor en ont pris un coup la semaine dernière quand Lockheed Martin, un des plus importants fabricants d'équipement militaire de pointe, a signé avec elle une entente de commercialisation.

Il est paradoxal de constater que le recul du temps que la société Avestor, dans laquelle Hydro-Québec a investi beaucoup pour développer une batterie révolutionnaire, semble avoir un avenir fort limité sur le marché, du moins pour l'instant et par rapport à des filières comme celle des super-condensateurs.

Par contre, la filière abandonnée par notre société d'État, le projet de traction Couture, s'avère celle sur laquelle les plus grands constructeurs semblent miser pour la bataille commerciale des hybrides de troisième génération. On a presque le sentiment d'assister à un remake de l'aventure de l'AVRO CF-105, cet avion canadien qui était 20 ans en avance sur ses concurrents américains et que le gouvernement conservateur de l'époque Diefenbaker avait liquidé pour acheter plutôt les obsolètes fusées Bomark.

Le Devoir

TROP

SUITE DE LA PAGE 1

sociaux (AQESSS). Quand on multiplie les activités d'évaluation de la qualité et de la sécurité, on sollicite souvent les mêmes personnes qui doivent refaire des exercices similaires sinon contradictoires. Tout cela demande beaucoup d'énergie dans un contexte où la pénurie sévit encore durement.

Par exemple, le Centre de santé et de services sociaux (CSSS) de Beauce a reçu pas moins de 300 recommandations différentes en un peu plus d'un an. Puisque les enquêtes réalisées ont leurs propres échéanciers dictés par plusieurs interlocuteurs différents, leur suivi est devenu proprement épique pour le CSSS. «Tout ça a été fait avec une bonne intention, mais quand on met toutes les recommandations de front, ça paraît très difficile à suivre, et pas seulement en raison de leur très grand nombre», note Mme Denis. En effet, certaines recommandations se répètent tandis que d'autres se contredisent carrément. «Dans ces conditions, il est bien difficile de garder le fil.»

Cure minceur

Mise au fait de ces multiplications inutiles, l'AQESSS a organisé un rendez-vous axé sur la qualité qui a lieu aujourd'hui même à l'Hôtel Hilton Bonaventure de Montréal. Son but: trouver le fil conducteur

qui permettra à ses membres de mieux apprivoiser la réforme qu'ils ont pourtant appelée de tous leurs vœux. «On cherche à développer des trucs pour aider les établissements à garder la tête hors de l'eau en donnant suite aux recommandations sans pour autant se perdre dans le fouillis qui s'installe avec la multiplication des visites», explique Jacques Couillard, responsable des dossiers qualité à l'AQESSS.

Ce colloque vise également à donner des munitions à l'association qui réclame une cure minceur parmi les organismes d'évaluation, spécialement chez les organismes nouvellement créés. «On aimerait que le ministère fasse des efforts de coordination pour que l'on ne s'embrouille pas et que l'on ne perde pas un temps précieux, que nous n'avons pas, d'ailleurs», précise Jacques Couillard. L'exercice paraît d'autant plus nécessaire que tous les établissements sont déjà assujettis à des processus d'agrément qui ratissent de plus en plus large. Aux yeux de l'AQESSS, il faut profiter de cet avantage et en faire la pierre angulaire de l'évaluation de la qualité et de la sécurité dans les établissements.

Tous les autres organismes d'évaluation devront être réévalués à la pièce. L'idée est simple, il s'agit de bonifier le programme sans dupliquer les interventions, résume Mme Denis. Ainsi, les processus qui ne figurent pas aux conseils d'agrément devront être

intégrés tandis que ceux qui viennent les dupliquer devront être abandonnés, tranche l'AQESSS. Cette approche a été soumise au sous-ministre Roger Paquet en novembre dernier. Ce dernier a convenu que le grand nombre d'instances réglementaires complique la tâche des établissements. Selon l'AQESSS, un examen pourrait d'ailleurs être lancé sous peu par le MSSS.

Précisons que le rehaussement de la qualité et de la sécurité touche à la fois aux soins et aux services offerts dans les établissements de santé et des services sociaux. Cette question va de pair avec la sécurité et l'humanité des soins dispensés «au bon moment, à la bonne personne», précise l'AQESSS.

Né de la fusion de l'Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux (AQESSS) et de l'Association des hôpitaux du Québec et de l'Association des CLSC et des CHSLD du Québec, l'AQESSS est le porte-voix de quelques 140 établissements dont une centaine de CSSS, 16 centres hospitaliers à vocation universitaire et 14 hôpitaux, 10 CHSLD et 1 CLSC. À eux seuls, les membres de l'AQESSS gèrent plus de 85 % du budget global des établissements du réseau de la santé et des services sociaux du Québec.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390